



# Initiatives citoyennes sur l'environnement et la transition socioécologique en milieux suburbains et périurbains

Premiers résultats sur les thèmes et financements,  
pour les régions métropolitaines de Montréal  
et de Québec

Agathe Parent Corriveau, Éric Bégin, Hélène Madénian et Sophie L. Van Neste  
Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine  
2 décembre 2022

## Table des matières

Crédits .....	2
Résumé .....	3
Introduction .....	4
Problématique .....	5
L'action citoyenne et de la société civile pour l'environnement et la transition dans les milieux suburbains et périurbains .....	5
Méthodologie.....	7
Étapes de la recherche.....	7
Critères d'admissibilité, catégories et types d'informations amassées sur les initiatives.....	8
Territoire d'étude : les milieux suburbains et périurbains .....	8
Types d'organismes.....	8
Regroupement des initiatives par thématique d'action.....	9
Références aux Inégalités sociales ou au Climat et à la transition écologique.....	12
Sources de financement - limites des données et de la collecte d'informations .....	12
Résultats.....	13
Thématiques .....	15
Les thématiques les plus importantes par nombre d'initiatives .....	15
La place accordée aux inégalités et aux changements climatiques dans les initiatives .....	16
Milieux naturels et biodiversité .....	17
Transition écologique et urgence climatique .....	18
Système alimentaire .....	19
Mobilité durable .....	19
Gestion des matières résiduelles et économie circulaire .....	20
Financement .....	21
Types d'organismes .....	24
Laval .....	27
Thématiques .....	28
Financement .....	29
Types d'organismes.....	30
Conclusion.....	31
Bibliographie .....	34

## Crédits

Rédaction du rapport : Agathe Parent Corriveau, Sophie L. Van Neste, Hélène Madénian

Constitution de la base de données : Agathe Parent Corriveau et Éric Bégin

Revue de littérature : Sophie L. Van Neste et Hélène Madénian

Mise en page et révision : Agathe Parent Corriveau

Page couverture : Alexandra Nadeau

Direction : Sophie L. Van Neste

Financement : Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier de l'INRS pour 3 stages de recherche ainsi que du financement de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine.

Remerciements : Merci aux organisations qui nous ont aidés à la collecte et la validation d'informations, notamment les Conseils régionaux de l'environnement, Laval ZÉN ainsi que des représentants de fondations.

## Résumé

Sur quoi les initiatives citoyennes portent-elles en milieux suburbains et périurbains au Québec? Quels financements les supportent? Quels apprentissages pouvons-nous en tirer ? Ce rapport présente les résultats d'une première base de données sur les initiatives citoyennes et des OBNL dans les milieux suburbains et périurbains des régions de Montréal et de Québec en 2020-2022. Les objectifs sont de donner une visibilité aux actions citoyennes en banlieues, et de mieux connaître les thématiques ciblées et les sources de financement.

Le rapport présente d'abord la problématique de l'action citoyenne et de la société civile dans les milieux suburbains et périurbains. Beaucoup de défis en matière d'action climatique et de transition socioécologique sont situés en milieu suburbain, mais les programmes de subvention et de soutien aux initiatives de la société civile y seraient moins bien adaptés, et les actions aussi moins étudiées. D'où l'intérêt de s'intéresser au développement de capacités d'agir sur l'environnement et les changements climatiques dans les milieux suburbains. Le rapport présente en détail la méthodologie utilisée. La base de données répertorie des initiatives à partir d'informations publiques, principalement par une analyse de documents et de sites web. 184 initiatives ont été répertoriées, avec leur localisation, thématique d'intervention, organisme, et source de financement. Les territoires considérés sont les municipalités des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec hors des villes-centres (c'est-à-dire hors de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal) ainsi que les réserves autochtones (Kahnawà:ke, Kanehsatà:ke et Wendake) dans ces espaces métropolitains.

Les résultats sont les suivants. Deux thématiques ressortent clairement comme plus importantes en termes de nombre d'initiatives : celle de la protection des milieux naturels et la biodiversité (87 initiatives, pour 47% du total) et celle de la transition socioécologique (34 initiatives, pour 18% du total). Ce sont aussi les deux thématiques plus importantes des groupes citoyens non incorporés, qui se mobilisent aussi sur les systèmes alimentaires, tandis que d'autres enjeux sont moins présents, comme celui de la mobilité et du cadre bâti. Très peu d'initiatives répertoriées font des liens entre leurs actions et des enjeux d'inégalités, l'équité sociale ou environnementale (16%). Nous avons répertorié une diversité importante de fonds différents supportant les initiatives. 22% des initiatives n'ont aucun financement déclaré. Ensuite, les initiatives financées par le gouvernement du Québec sont les plus nombreuses, suivies des initiatives financées par des fondations, qui financent particulièrement les thèmes des milieux naturels et de la transition socioécologique. Le Gouvernement du Canada arrive quatrième, mais il affiche jusqu'ici beaucoup moins les projets qu'il a financés. Notre base de données montre une disponibilité inégale des données selon les sources de financement, ce qui rend plus difficile de faire des bilans et de bien supporter l'action citoyenne. Il serait pertinent pour les organismes subventionnaires d'aller beaucoup plus loin en termes de documentation transparente des initiatives financées et de réflexion stratégique et concertée pour bien appuyer les organismes dans les défis particuliers auxquels font face les milieux suburbains et périurbains aujourd'hui et dans le futur.

## Introduction

Aujourd'hui, on mise beaucoup sur la capacité des villes à agir en matière de changements climatiques (Castan Broto 2017, Emelianoff et Mor 2013). Si la consommation énergétique et la production de gaz à effet de serre (GES) se concentrent dans les territoires urbanisés (incluant les quartiers centraux, milieux suburbains et périurbains), les recherches montrent que les villes rencontrent des difficultés d'action colossales sur ces enjeux (Luque-Ayala et al. 2018). Les milieux suburbains et périurbains sont particulièrement mis au défi. Notamment, nous pensons aux efforts pour réduire l'étalement urbain et la dispersion des activités dans les milieux suburbains qui participent à la dépendance à l'automobile, un des plus importants facteurs de production de GES. L'adaptation aux impacts des changements climatiques, notamment aux journées de canicules accrues, ainsi qu'aux épisodes de fortes précipitations abondantes, comporte aussi des défis majeurs, notamment pour les milieux suburbains. On constate donc que beaucoup de défis en matière de transition socioécologique sont situés en milieu suburbain, mais les programmes de subvention et de soutien aux initiatives de la société civile y seraient moins bien adaptés (Dierwechter 2013).

Dans ce contexte, la programmation de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine vise à comprendre comment s'opère le développement de capacités d'agir sur les changements climatiques avec des acteurs diversifiés, dans les milieux urbains et suburbains. Dans l'axe 3 de la programmation, nous nous demandons particulièrement comment certains impératifs de l'action climatique sur la transformation des milieux de vie – comme la protection et l'augmentation d'espaces verts, la densification et la réduction de l'usage de la voiture – sont travaillés et débattus dans les milieux de vie suburbains. Dans quelles circonstances ces impératifs et ces enjeux émergent-ils dans les débats publics locaux? Comment les citoyennes et les citoyens y participent-ils? Les personnes et acteurs associatifs ont-ils le support nécessaire pour contribuer à faire émerger et avancer des pistes de solutions?

Ce rapport n'est qu'une première étape et un des projets que la Chaire développe pour alimenter ces réflexions. Cette première étape est exploratoire et embryonnaire, se fondant sur la mise en place d'une base de données à partir d'informations publiques, principalement par une analyse de documents et de sites web. Cette première étape dont fait état ce rapport vise trois objectifs. Premièrement, donner une visibilité aux nombreuses initiatives pour l'environnement, la lutte aux changements climatique et la transition socioécologique dans les milieux suburbains et périurbains dans les grandes régions de Montréal et Québec. Deuxièmement, l'objectif est de mieux connaître les thèmes et priorités des groupes citoyens et organisations de la société civile dans ces milieux : sur quoi se mobilisent-ils? Quelles sont les thématiques récurrentes, et quelles sont celles mises de côté? Troisièmement, l'objectif est aussi de mieux connaître les sources de financement et les programmes de subvention qui les soutiennent.

Le rapport comporte les sections suivantes. Nous introduisons d'abord les enjeux et la problématique de l'action citoyenne dans les milieux suburbains et périurbains. Nous poursuivons avec une présentation des étapes de la recherche, la méthodologie et les critères retenus pour la collecte de données et l'organisation de la base de données. Nous discutons enfin des résultats, sous l'angle des thématiques, du financement et des acteurs et actrices. Une analyse des initiatives sur le territoire de la Ville de Laval est également présentée, avant de conclure avec les constats et des pistes pour la suite.

## Problématique

### L'action citoyenne et de la société civile pour l'environnement et la transition dans les milieux suburbains et périurbains

Si de nombreuses recherches sont faites sur la gouvernance climatique urbaine (Bulkeley 2021, Castán Broto, 2017), moins de recherches sur la gouvernance et les initiatives citoyennes ont porté sur les banlieues, malgré les défis importants qui s'y trouvent (Teicher & al. 2021, Keil 2018, Dierwechter 2010). De plus, les programmes publics de subvention et d'accompagnement pour l'action climatique seraient souvent mésadaptés à ces territoires et ne seraient pas assez ciblés aux conditions particulières qui les caractérisent (Dierwechter 2010, 2013). En Amérique du Nord, les banlieues se sont développées sur la base d'approvisionnements en énergie fossile bon marché, abondants et accessibles au cours des deux derniers siècles, avec le développement des infrastructures autoroutières et une incitation à l'accès à la propriété par les pouvoirs publics (Alexander & Gleeson 2020, Filion 2015, Leichenko & Solecki 2013). Elles sont aujourd'hui au cœur des problématiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. D'une part, elles ont généralement une faible densité, dans une forme urbaine dispersée liée à une dépendance à la voiture, avec des maisons individuelles avec une forte intensité énergétique (Filion 2015, Alexander & Gleeson 2020). D'autre part, elles sont composées de populations diverses, d'écosystèmes variés et d'infrastructures complexes, qui ont tous un rôle à jouer dans la vulnérabilité et la capacité d'adaptation aux stress climatiques (Leichenko & Solecki 2013). Leichenko et Solecki (2013) montrent également que les impacts et les vulnérabilités aux changements climatiques varient selon le niveau de densité des banlieues. Selon Teicher et collègues (2021), en raison de leur poids en termes de population, superficie et émissions, les banlieues doivent devenir des centres d'action pour le climat, et non de simples accessoires des plans et initiatives des régions métropolitaines. De son côté, Logan (2021) appelle à un agenda de recherche sur le devenir de la banlieue qui ne place pas les innovations technologiques au centre, et qui remet en question les fondements conceptuels même d'une périphérie urbaine aujourd'hui dominée par les autoroutes et les voitures. Les milieux suburbains et périurbains ont aussi un rôle stratégique à jouer pour la préservation des milieux naturels, qui sont de plus en plus perçus comme des infrastructures vertes et naturelles pouvant contribuer à la fois à l'adaptation aux aléas climatiques qu'à la capture des gaz à effet de serre (Teicher et al. 2021, Seddon et al. 2020).

Les États-Unis et le Canada sont considérés comme des nations de banlieues (Teicher & al., 2021). Au Québec, 48 % de la population vit dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Celle-ci est composée de cinq grands secteurs - l'agglomération de Montréal, Laval, la couronne Nord, l'agglomération de Longueuil et la couronne Sud - 14 municipalités régionales de comté (MRC) et 82 municipalités et territoires. Elle représente un cas de milieu suburbain d'importance pour étudier l'action climatique. En effet, la CMM est confrontée aux enjeux d'étalement urbain et de dispersion des activités qui participent à la dépendance à l'automobile (Comité consultatif sur les changements climatiques, 2022). Le secteur des transports est le principal émetteur de GES au Québec représentant 44,5 % des émissions. De plus, les banlieues québécoises sont les endroits où l'on retrouve les principaux îlots de chaleur urbains (MELCC 2018). La Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), deuxième centre de population le plus important de la province (10% de la population, CMQuébec, 2021), a également été retenue dans le cadre de ce rapport.

La littérature scientifique indique aussi que les acteurs publics ne peuvent pas agir seuls. Le plus récent rapport du GIEC (2022, p. SPM-40) met notamment l'accent sur le rôle structurant que peuvent jouer les villes dans des actions rapides pour la réduction de notre empreinte carbone, si ces actions s'inscrivent dans des collaborations fructueuses avec différents types d'acteurs, entre différents niveaux de l'État (notamment avec du financement adéquat), la société civile et les citoyens.

Du côté de la littérature sur les initiatives citoyennes et des mouvements sociaux, les espaces urbains denses sont associés à une densité de réseaux organisationnels et sociaux qui favorisent les initiatives citoyennes et les mobilisations sociales et la construction d'alliances (Nicholls 2008, Briata et al. 2020). Cela pourrait nous amener à l'hypothèse que dans les milieux suburbains avec une moins grande densité organisationnelle et de population, les initiatives citoyennes pourraient être moins nombreuses en proportion, et avoir plus de difficultés soit à se déployer, ou à se maintenir dans le temps.

Par ailleurs, certains milieux suburbains et villageois sont marqués par de fortes cultures de participation politique et civique, notamment, justement, en ce qui a trait aux qualités des milieux de vie à protéger et mettre en valeur, comme des services et activités de proximité, le patrimoine bâti et naturel, etc. (Phelps et al. 2015, Bérubé 2014, Parlette et Cowen 2011, Gilbert et al. 2005). Historiquement, la suburbanisation en Amérique du Nord a même paradoxalement été associée à la croissance du mouvement environnemental, avec des citoyennes faisant l'expérience directe des dommages de ce nouveau mode d'habitat sur les milieux, forêts et cours d'eau près de leur nouveau chez-soi (Gilbert et al. 2005, Rome 2001). Les citoyen.ne.s des milieux suburbains et périurbains font souvent l'expérience de contradiction entre différentes visions de développement de leurs milieux de vie, portées par différentes visions de la "nature", de la relation au vivant, des priorités de certains usages (de développement résidentiel, commercial, d'agriculture ou d'extraction de ressources, ou de protection et valorisation des espaces verts, patrimoniaux ou communautaires) (Van Neste et Royer 2022, Taylor et Hurley 2016, Cadieux 2008).

Les milieux suburbains et périurbains ont tendance à être perçus et représentés comme des territoires homogènes, malgré leur diversité. De même, l'étiquette de Nimby (*not in my backyard*) est rapidement apposée sur les initiatives citoyennes qui militent pour la protection de certains attributs de leurs milieux de vie, notamment la protection d'espaces verts, de milieux naturels, de paysage, de patrimoine, etc. (Charmes et Keil 2015, Devine-Wright 2009). Or, ces éléments touchent des dimensions publiques et collectives et leurs impacts tout comme leurs motivations ne devraient pas être sur simplifiés, notamment car ces initiatives portent souvent des connaissances et expériences locales qui peuvent participer à résoudre les défis d'une transition socioécologique adaptée aux milieux de vie (Keil et MacDonald 2016, Cadieux 2008). S'il est vrai qu'il y a des motifs de protection des valeurs foncières ou du statu quo dans certaines mobilisations citoyennes, d'autres enjeux et impacts qui concernent la protection de l'environnement et la transition socioécologique sont aussi le plus souvent à l'œuvre.

Par ailleurs, l'action environnementale et climatique en banlieues comme partout doit être interrogée sur ses impacts en termes de reproduction ou d'exacerbation des inégalités sociales. Les initiatives citoyennes en environnement et transition socioécologique adoptent-elles une perspective et des questionnements en termes d'équité, pour éviter des demandes et des initiatives qui renforcent certains privilèges et inégalités, et pour développer des projets qui renforcent les liens entre écologie, qualité de vie et justice sociale? C'est une des questions que nous avons explorée dans cette recherche.

Pour conclure, notons que les villes sont de plus en plus ciblées pour les actions en environnement, transition et action climatique, et que leurs espaces suburbains et périurbains rencontrent des défis particuliers. L'État et les municipalités sont appelés à soutenir des initiatives locales et développer des collaborations. Sur plusieurs enjeux complexes de l'action climatique, la littérature scientifique indique que l'action se passe de plus en plus par expérimentation et projets pilotes, pour apprendre à la fois sur le contenu des enjeux et des solutions que sur les modes de collaboration (Bulkeley & Castan Broto 2013; Evans & al. 2016; Karvonen & Heur 2014). Or, cet esprit d'expérimentation et d'action locale peut rendre difficile une vue globale des initiatives et des avancées. C'est encore plus le cas dans les secteurs suburbains et périurbains qui sont moins étudiés.

Dans cette recherche exploratoire, nous nous posons les questions suivantes : quels sont les thèmes sur lesquels les citoyens agissent, seuls ou avec un appui et un financement des pouvoirs publics, dans les milieux suburbains et périurbains des grandes régions de Montréal et Québec? Dans quels secteurs les initiatives citoyennes sont plus difficiles à émerger? Quels programmes de subventions gouvernementaux et philanthropiques supportent les actions?

## Méthodologie

### Étapes de la recherche

La recherche menant au présent rapport s'est effectuée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, l'équipe s'est familiarisée avec la littérature et le champ d'action et de subventions en environnement au Québec, pour ensuite définir les critères d'admissibilité et de catégorisation des initiatives. Ensuite, une recherche par programme de subvention puis par organisation de la société civile œuvrant dans les thématiques de l'environnement, les changements climatiques et la transition socioécologique a été réalisée. Dans les organismes, nous avons recherché d'abord les organisations à but non lucratif œuvrant dans le champ de l'environnement ou de l'aménagement durable (Conseil régional de l'environnement, Vivre en Ville, Équiterre, Société de protection de la nature, etc.), puis des regroupements (Regroupement québécois des groupes écologistes). Les mots-clés de départ pour trouver les programmes de subvention étaient *fondation, environnement, faune, flore, organisme, vert, transition, changements climatiques* et *écologie*. La recherche s'est ensuite effectuée par effet «boule de neige» ; chaque fondation, fonds, ou organisme, en mentionnait d'autres, qui étaient ensuite explorés individuellement. Puis, les programmes gouvernementaux du Québec, dont le Fonds Vert, le Fonds d'électrification et de changements climatiques, Action-Climat Québec, le Fonds Région et Ruralité, le Fonds d'appui au rayonnement des régions ont été explorés. De nombreux programmes fédéraux ont également été explorés; parmi les principaux, on peut noter le Programme de financement communautaire ÉcoAction, le Programme interaction communautaire (PIC), le Fonds pour dommages à l'environnement (FDE) et le Fonds pour la restauration côtière.

Pour identifier des groupes citoyens informels qui n'ont souvent pas de page internet et qui sont peu ou pas financés par des programmes de subvention, nous avons contacté des organismes régionaux de concertation en environnement et en transition écologique, c'est-à-dire les Conseils régionaux de l'environnement du Québec (CRE) et les chargés de projet en transition des Collectivités Zen du Front commun pour la transition énergétique. Des courriels ont également été envoyés aux organismes, fonds et fondations pour lesquels les projets financés et coordonnés n'étaient pas recensés ou incomplets sur leurs sites internet. Plusieurs d'entre eux, dont la *Fondation du Grand Montréal* et la *Caisse d'économie Solidaire Desjardins* ont fourni des informations supplémentaires pour enrichir la base de données. L'étape suivante était l'étape de révision et de complétion des initiatives recensées. Finalement, l'analyse des données et la rédaction de ce document ont été réalisées.

## Critères d’admissibilité, catégories et types d’informations amassées sur les initiatives

Cette section du rapport explique les critères utilisés pour déterminer les initiatives répertoriées dans la base de données, ainsi que les diverses informations collectées sur chaque initiative. D’abord, nous avons pris comme stratégie de recherche principale de dénombrer les initiatives d’action pour l’environnement et la transition socioécologique (avec leur financement, thématique et acteurs), et non les organismes en tant que tels. Ainsi, un même organisme peut avoir plusieurs initiatives dans la base de données. Cela permet de recenser les thèmes et financements pour chacune des initiatives.

Le rapport présente les initiatives en cours. Plus spécifiquement, pour être inclus dans la base de données, un projet doit être une initiative toujours en cours entre 2020 et juillet 2022, doit durer sur le temps (plus qu’un seul événement, une conférence ponctuelle ne serait pas comptabilisée) et viser spécifiquement les territoires suburbains ou périurbains des régions métropolitaines de Montréal et de Québec.

Nous avons donc choisi de cibler les initiatives très récentes qui étaient actives en 2020-2022. Cette temporalité a été choisie pour optimiser les informations disponibles sur chacune des initiatives. En effet, plus on recule dans le temps et plus les informations sont difficiles à trouver. Certains subventionnaires ont commencé récemment à afficher sur leur site web de manière plus systématique les informations des projets financés par leurs programmes. Le choix de cette temporalité peut par contre amener des biais aux résultats vu la situation pandémique. Toutefois, les initiatives menées en 2020 avaient déjà été prévues et avaient fait l’objet de demande de subvention (le cas échéant) en 2019, avant la pandémie. Il est possible que pour 2021 et 2022 il y ait moins d’initiatives citoyennes que par le passé vu le contexte pandémique. De même, il est aussi possible que l’importance de certaines thématiques, notamment la protection des milieux naturels, soit accrue durant cette période vu l’usage accru des territoires de proximité des citoyennes et citoyens en contexte de pandémie.

### Territoire d’étude : les milieux suburbains et périurbains

Le territoire d’étude est un critère important de la base de données. Ainsi, l’initiative doit se tenir dans une municipalité des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec, mais hors des villes-centres (c’est-à-dire hors de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal) ou dans une réserve autochtone (Kahnawà:ke, Kanehsatà:ke et Wendake) dans cet espace métropolitain. Cela fait en sorte que des territoires que l’on pourrait qualifier de banlieues dans d’autres contextes pour des raisons de forme urbaine, comme l’arrondissement de Pierrefonds-Roxboro à Montréal et le quartier Sainte-Foy à Québec, ne sont pas considérés pour la base de données. L’objectif était d’avoir un critère administratif déterminant pour cette première phase de données, en considérant les municipalités hors des ‘villes centres’ des grandes agglomérations. Il y a donc une diversité d’usages et de modes d’occupation du territoire dans notre échantillon, allant de territoires très urbanisés comme des secteurs de Laval dans la région de Montréal, à des territoires à dominante agricole. Cette diversité marque les espaces suburbains et périurbains, dans lesquels la ruralité, la suburbanisation et l’urbanité se côtoient souvent de près.

### Types d’organismes

La recherche s’intéressant aux initiatives de la société civile, l’organisation responsable d’une initiative constitue un critère de sélection. Ainsi, les types d’instigateurs sélectionnés sont des organismes à but non lucratif (OBNL), les groupes de citoyens et les associations étudiantes ainsi que des conseils de bande dans les réserves autochtones. Une catégorie spécifique a été créée pour identifier les OBNL qui avaient une gouvernance démocratique formalisée, selon le principe de « une personne = une voix », utilisée par le proposé par le *TIESS (Territoires Innovants en Économie Sociale et Solidaire)* pour faire la [cartographie des initiatives de transition socioécologique](#).

L'Économie sociale et solidaire] repose sur le principe « une personne = une voix ». Ce principe de gouvernance démocratique permet de prendre part aux décisions sans égard aux ressources investies dans l'entreprise et crée un sentiment d'appartenance envers le projet collectif. La gouvernance démocratique facilite la participation, la prise en charge et la responsabilité individuelle et collective, car l'Économie sociale et solidaire] est gérée par et pour les citoyens (Guay-Boutet, Martin-Déry et Huot, 2021).

Guidés par le principe «une personne, une voix», une recherche Google avec les mots clés «assemblée générale» et «assemblée annuelle» et le nom de chaque OBNL a été effectuée afin de déterminer s'ils pouvaient être classés dans la catégorie *Gouvernance démocratique formalisée*. L'intérêt de cette distinction est de comprendre le type d'implication et d'influence qu'ont les citoyens dans l'initiative selon leur gouvernance démocratique, ainsi que le degré de formalisation et d'institutionnalisation du groupe. Gardons en tête par contre qu'il se peut qu'un groupe ait des pratiques démocratiques qui suivent le principe d'une personne une voix, mais qui n'est pas formalisée et incorporée, par exemple dans le cas d'un groupe citoyen trop récent ou qui demeure délibérément informel.

Par exemple, le *Centre de la nature Mont-Saint-Hilaire* est un OBNL qui a coordonné entre autres un projet de lutte contre les plantes exotiques envahissantes au Bois-des-Patriotes. Cet OBNL n'a pas à l'heure actuelle de structure formalisée de gouvernance démocratique. Ensuite, le *Comité 21 Québec*, qui a initié le projet «Montérégie circulaire» a une structure démocratique formelle et tient des assemblées générales annuelles, où chaque membre a une voix. Enfin, le groupe citoyen *Sauvons Sandy Beach* qui n'est pas enregistré en tant qu'entreprise au Québec est un exemple d'un groupe citoyen non incorporé.

Certaines catégories d'acteurs sont exclues de la base de données : les institutions, par leur affiliation gouvernementale, sont exclues, tout comme les organismes gouvernementaux et paragouvernementaux, comme Hydro-Québec, un groupe de recherche ou un centre hospitalier, sont également exclus de la base de données. Les organismes à but lucratif, ou les OBNL regroupant plusieurs organismes à but lucratif dans le but de faire valoir leurs intérêts sont exclus de la base de données. Par exemple, le Ministère de l'Économie et de l'Innovation a accordé en 2021 plus de 13 millions \$ à l'Organisme à but non lucratif *Fournisseurs innovants en mobilité durable*. Cependant, l'OBNL représente trois organismes à but lucratif, et a donc été exclu de la base de données. Finalement, lorsque les initiatives sont des contrats donnés par une organisation non admissible, elles sont exclues de la base de données. Par exemple, en 2020, l'OBNL *Canopée* a planté des arbres sur le territoire de la Ville de Laval (Ville de Laval, 2020). L'initiative en question était un contrat octroyé par la Ville de Laval et a donc été rejetée.

Ensuite, les initiatives des groupes citoyens non incorporés en Organisme à but non lucratif et les associations étudiantes étaient incluses dans la base de données. Les petits groupes de partage, de rencontre et de revendication sont comptabilisés comme une initiative en soi. En cas de doute quant au statut de l'organisation responsable des initiatives, le Registraire des entreprises du Québec a été consulté.

### **Regroupement des initiatives par thématique d'action**

Pour permettre l'analyse de la base de données, les initiatives ont été classées par thématiques. Ces dernières ont été déterminées à partir des mots-clés utilisés par les organisations porteuses des initiatives. Lorsqu'une initiative touche à plusieurs thématiques, elle est classée dans la thématique la plus importante au projet - elles sont donc, dans la base de données, mutuellement exclusives. Avant d'arriver aux huit thématiques présentées dans ce document, plusieurs essais ont été réalisés afin d'arriver à des catégories exclusives et reflétant les mots clés utilisés par les initiatives. Certaines initiatives se situaient près de deux thématiques. Toutefois, les définitions et mots clés ci-bas permettent de les distinguer. Le diagramme ci-dessous (voir figure 1) illustre les thématiques ainsi que

les proximités entre certaines d'entre elles.

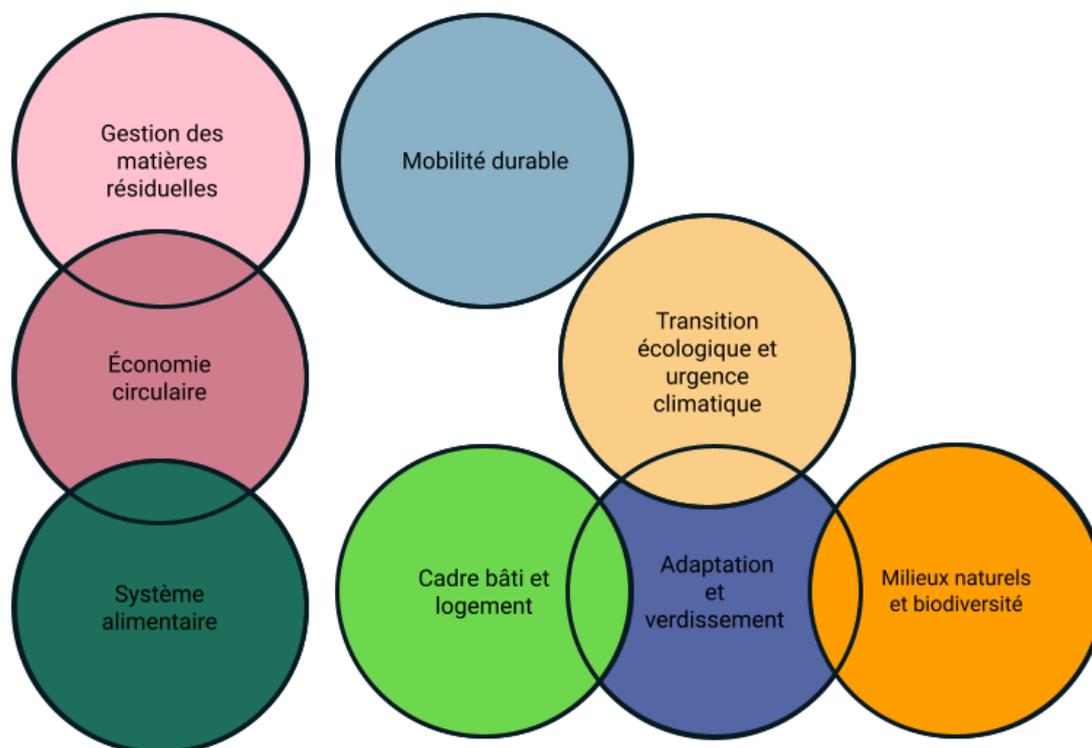


Figure 1. Recouvrement des thématiques entre elles.

### Gestion des matières résiduelles

Mots-clés : recyclage, récupération, compost, déchets, eaux usées, matières organiques, matières résiduelles, réduction des déchets, tri

Cette thématique concerne principalement le recyclage, le compost, la réduction des déchets et la gestion des eaux usées, de même que la dénonciation de dépôts illégaux de déchets. Effectivement, les projets liés à cette thématique s'attardent au mode conventionnel de collecte et de récolte des déchets, et visent à réduire l'empreinte écologique liée à leur mauvaise gestion par les citoyens, institutions, industries et commerces. Les initiatives de réutilisation des matières résiduelles dans un contexte d'économie circulaire ne sont pas incluses dans cette thématique.

### Économie circulaire

Mots-clés : synergie, symbiose, réseau, maillage, liens, produits locaux, réutilisation, récupération, économie de transition

Cette thématique concerne les produits locaux, la réutilisation, la symbiose et le maillage d'industries, commerces ou institutions. Elle concerne le réemploi des matériaux et matières résiduelles d'une organisation dans un réseau local, ce qui apporte des bénéfices écologiques et économiques pour les organisations participantes.

## **Systeme alimentaire**

Mots-clés : alimentation, agriculture, jardin collectif, jardinage, culture, potagers, forêt nourricière, terre, aliments sains, autosuffisance, autonomie alimentaire, sécurité alimentaire, adaptation des cultures

Cette thématique concerne l'agriculture, les jardins collectifs et l'alimentation, mais ne concerne pas les réseaux d'alimentation comme les paniers de fruits et légumes ou les initiatives individuelles d'achat local. La distribution gratuite ou peu chère de denrées alimentaires locales par des OBNL et initiatives citoyennes est incluse dans cette thématique.

## **Mobilité durable**

Mots-clés : transport, déplacements, transport collectif, transport actif, mobilité active, vélo, véhicule, véhicule électrique, autopartage, covoiturage, carburant, pétrole, électrification des transports, stationnement

Cette thématique concerne la mobilité active, la mobilité collective, l'électrification des transports, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre liés au transport.

## **Cadre bâti et logement**

Mots-clés : bâtiment, logement, efficacité énergétique, co-habitat

Cette thématique concerne les bâtiments, les logements et leur efficacité énergétique.

## **Transition écologique et urgence climatique**

Mots-clés : lutte aux changements climatiques, urgence, avenir, transition énergétique, économie durable, carboneutralité, vert, environnement, outil , guide, sensibilisation générale, implication citoyenne, participation citoyenne, mobilisation, rencontres, regroupement, rencontres, discussion, projet artistique, exposition, vernissage

Cette thématique concerne les initiatives dont le but est d'effectuer une transition ou un changement majeur afin de mitiger et de s'adapter aux changements climatiques. Les enjeux abordés sont généralement plus larges, et une attention particulière est portée sur la sensibilisation générale et sur les projets artistiques. Notamment, les initiatives qui se disent «de transition» ainsi que les groupes de Mères au front sont classées dans cette thématique.

## **Adaptation et verdissement**

Mots-clés : résilience, inondations, perméabilité, ruissellement, eaux de pluie, végétalisation, déminéralisation, îlots de chaleur

Cette thématique concerne les mentions spécifiques d'adaptation aux changements climatiques, de résilience et de gestion des événements climatiques extrêmes, ainsi que les mesures de verdissement et déminéralisation accomplies pour la réduction des îlots de chaleur ou la gestion des eaux de ruissellement, la gestion des événements climatiques extrêmes et la résilience. Nous excluons ici les initiatives qui concernent spécifiquement le logement, la protection des milieux naturels ou des initiatives plus larges de transition socioécologique.

## Milieus naturels et biodiversité

Mots-clés : conservation, restauration, préservation, faune, flore , biodiversité, écosystème, pollinisateur, plantes exotiques envahissantes, milieux humides, milieux aquatiques, milieux naturels, réserve naturelle, aires protégées, friches, habitats, bois, boisé, forêt, parc naturel, corridor écologique, richesse écologique, valeur écologique, érosion

Cette thématique concerne la protection de la faune et de la flore, des milieux humides, naturels, des espaces verts, golfs et boisés, des friches et habitats fauniques, le contrôle des plantes exotiques envahissantes et le nettoyage des berges et des cours d'eau. Les initiatives de régénération sont également incluses dans la thématique.

### Références aux Inégalités sociales ou au Climat et à la transition écologique

Afin de déterminer l'importance des enjeux des inégalités sociales et du climat et de la transition écologique pour chaque initiative, une série de mots-clés a été dressée en fonction des initiatives recensées. Lorsqu'un mot-clé était retrouvé dans les documents principaux des initiatives, on considérait qu'il y faisait référence.

Les mots-clés permettant de déterminer si une initiative fait référence à des inégalités sociales sont les suivants : inégalités, abordabilité, socioéconomique, Covid-19, dépannage alimentaire, sécurité alimentaire, économies, emploi, exclusion sociale, personnes dans le besoin, impact économique, prix de l'essence, statut social, transition juste, justice, équité, enjeux humanitaires.

Les mots-clés permettant de déterminer si une initiative fait référence au climat et à la transition sont les suivants : adaptation, mitigation, atténuation, changements climatiques, réchauffement climatique, gaz à effet de serre, GES, dioxyde de carbone, CO<sub>2</sub>, méthane, transition écologique, transition énergétique, urgence climatique.

### Sources de financement - limites des données et de la collecte d'informations

L'information sur les sources de financement des initiatives était aussi compilée dans la base de données. Cette information a été trouvée de trois manières : sur les sites des organisations responsables, dans les données fournies par les sources de financement, et par les organismes régionaux qui nous ont aidés à compléter l'information qui n'avait pas été trouvée par les deux autres manières. Il y a par contre une marge d'erreur puisque l'information n'est pas toujours disponible ou complète. En fait, pour 22% des initiatives, il n'y a rien de déclaré quant au financement sur les pages web et documents disponibles. Certains types d'acteurs ont un plus gros pourcentage d'initiatives avec financement non déclaré, soit les associations étudiantes (50%), les communautés autochtones (67%) et les groupes citoyens non incorporés (57%). À l'inverse les OBNL et OBNL avec fonctionnement démocratique ont seulement 14% et 6% de leurs initiatives avec aucun financement déclaré. On peut expliquer ces résultats par le fait que l'information sur les initiatives autofinancées, ou financées par des dons ou par la vente de produits était rarement disponible. Il se peut aussi que plusieurs des initiatives de groupes citoyens non incorporés soient non subventionnées, ce qu'ils n'écrivent pas toujours sur leur site web (par ailleurs, 20% des initiatives de ce type d'acteur l'ont indiqué).

Les sources de financement répertoriées dans la base de données peuvent aussi être incomplètes. En effet, plusieurs fondations et organismes n'ont pas publié toutes leurs subventions sur leur site internet, et nous n'avons pas pu avoir plus d'informations par des demandes courriel. Cette situation fait en sorte que les projets financés par ces fonds n'ont pas nécessairement pu être référencés ou complétés dans la base de données, notamment: Québec philanthrope, la Fondation québécoise en environnement, la Fondation TD des amis de l'environnement, la Fondation CO<sub>2</sub>, et la Clean Economy

Fund. Plusieurs fonds du gouvernement fédéral manquaient également d'informations concernant les projets subventionnés, comme le Fonds autochtone pour les espèces en péril (2004-), le Programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril (2000-), le Programme pour la participation autochtone sur les habitats (2019-) et le Fonds de la nature du Canada (volet espèces en péril). Par contre les fonds suivants avaient des informations complètes sur leur site web. Le Fonds Vert, qui vise à répondre aux objectifs du Plan Climat 2013-2020 du gouvernement du Québec, rend disponible sur son site web les initiatives financées, en les classant par programme et par ministère responsable du programme. Le Fonds d'électrification et de changements climatiques, répondant au Plan pour une économie verte 2030, rendait ses données disponibles de la même manière. Le Fonds région et ruralité, en continuité avec le Fonds de développement des territoires et le Fonds d'appui au rayonnement des régions, rendait accessible des fiches d'initiatives financées par région administrative et par volet d'action. La Fondation de la Faune du Québec, mandataire de l'État, mais financée en partie grâce au secteur privé, tient également à jour le répertoire des initiatives réalisées sur son site web. En termes de thématiques, le fait que ces fonds paraissent mieux documentés en termes d'initiatives financées peut amener un biais en termes de représentation plus grande des thématiques des milieux naturels et de transition écologique et urgence climatique.

Finalement, les initiatives de groupes citoyens non incorporés peuvent aussi être sous-représentées dans la base de données, puisque justement elles sont moins financées et moins présentes sur des sites internet d'organisations formelles et de programmes de subvention, malgré que nous ayons essayé de compenser en contactant les organismes régionaux en environnement et transition socioécologique pour leur demander les initiatives sur leurs territoires. Dans la base de données, les groupes citoyens non incorporés travaillent en pourcentage sur les thématiques suivantes : 50% sur les milieux naturels et biodiversité (dont 78% avec financement non déclaré) et 33% sur la transition écologique et urgence climatique (dont 27% de financement non déclaré). Ainsi, il semble que ce soit la thématique milieux naturels et biodiversité qui puisse être dans ce cas-ci être sous-représentée par le fait que nous manquons probablement d'initiatives existantes de groupes citoyens non incorporés dans la base de données.

## Résultats

Cette section du document présente les résultats de l'analyse préliminaire de la base de données. Un premier constat peut être fait en observant les cartes de la répartition des initiatives (voir figures 2 et 3). Dans les Communautés métropolitaines de Montréal et de Québec, les initiatives sont concentrées près des cours d'eau. Cela s'explique notamment par la densité de population plus grande à ces endroits, mais aussi par le grand nombre d'initiatives concernant le fleuve Saint-Laurent, financées notamment par le Fonds d'action Saint-Laurent. Un exemple est le projet de *Filets zéro déchet - Agir à la source*, réalisé par l'organisme Nature-Action Québec, qui a permis d'installer des filets aux exutoires pluviaux de plusieurs municipalités de la Rive-Sud de Montréal pour réduire le déversement de déchets dans les cours d'eau.

## INITIATIVES EN ENVIRONNEMENT ET TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE EN BANLIEUES DE MONTRÉAL, 2022.

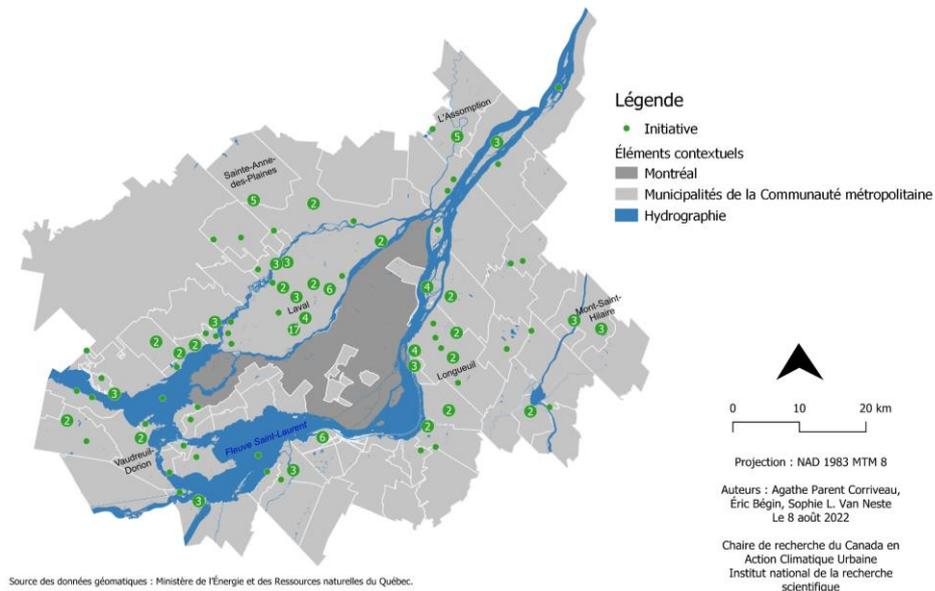


Figure 2. Carte des initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieues de Montréal, 2020-2022.

## INITIATIVES EN ENVIRONNEMENT ET TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE EN BANLIEUES DE QUÉBEC, 2022.

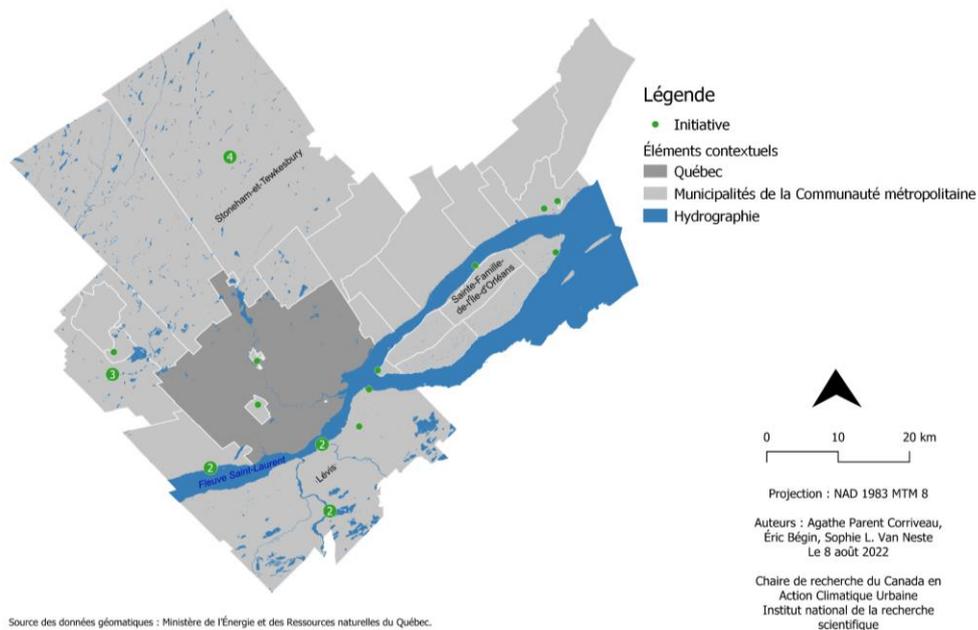
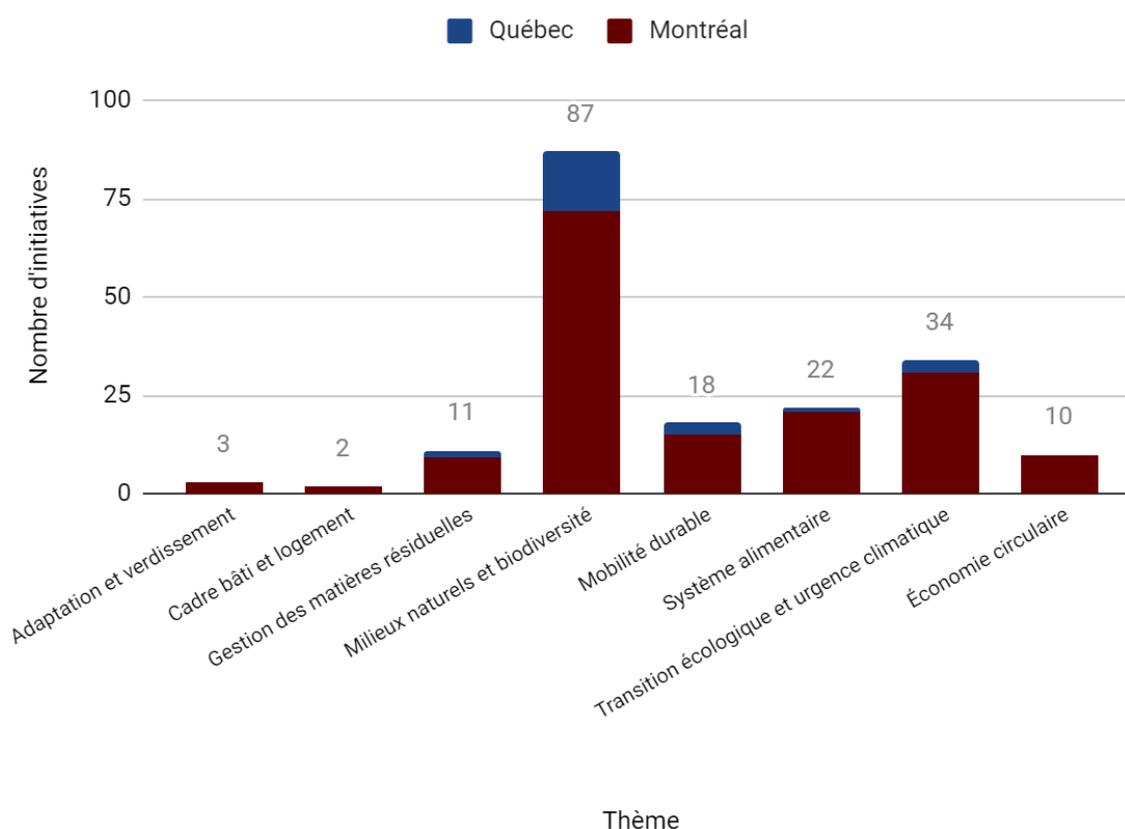


Figure 3. Carte des initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieues de Québec, 2020-2022.

## Thématiques

### Les thématiques les plus importantes par nombre d'initiatives

Nous souhaitons dans cette recherche comprendre les thématiques d'environnement et de transition socioécologique sur lesquelles les citoyen.ne.s et OSBL développent le plus d'initiatives. Ainsi, nous les avons classifiées par thèmes et avons comptabilisé les plus fréquents dans la base de données. Le graphique 1 démontre qu'une thématique, *Milieus naturels et biodiversité* est de loin la plus représentée en termes de nombre d'initiatives, autant dans la communauté métropolitaine de Montréal que de Québec, regroupant plus du double d'initiatives que la deuxième thématique la plus populaire (voir graphique 1), la *Transition écologique et l'urgence climatique*. Dans la Communauté métropolitaine de Montréal, la thématique *Système alimentaire* arrive au troisième rang (voir graphique 1). Si ce territoire montre une relative diversité dans les thématiques abordées, c'est moins le cas dans la Communauté métropolitaine de Québec. Effectivement, seules cinq thématiques y sont représentées, et la majorité des initiatives figure dans la thématique *Milieus naturels et biodiversité* (voir graphique 1). La thématique en seconde position est également différente de la somme des deux territoires. La *Mobilité durable* représente en effet 16,7% des initiatives en banlieue de Québec (voir graphique 1).



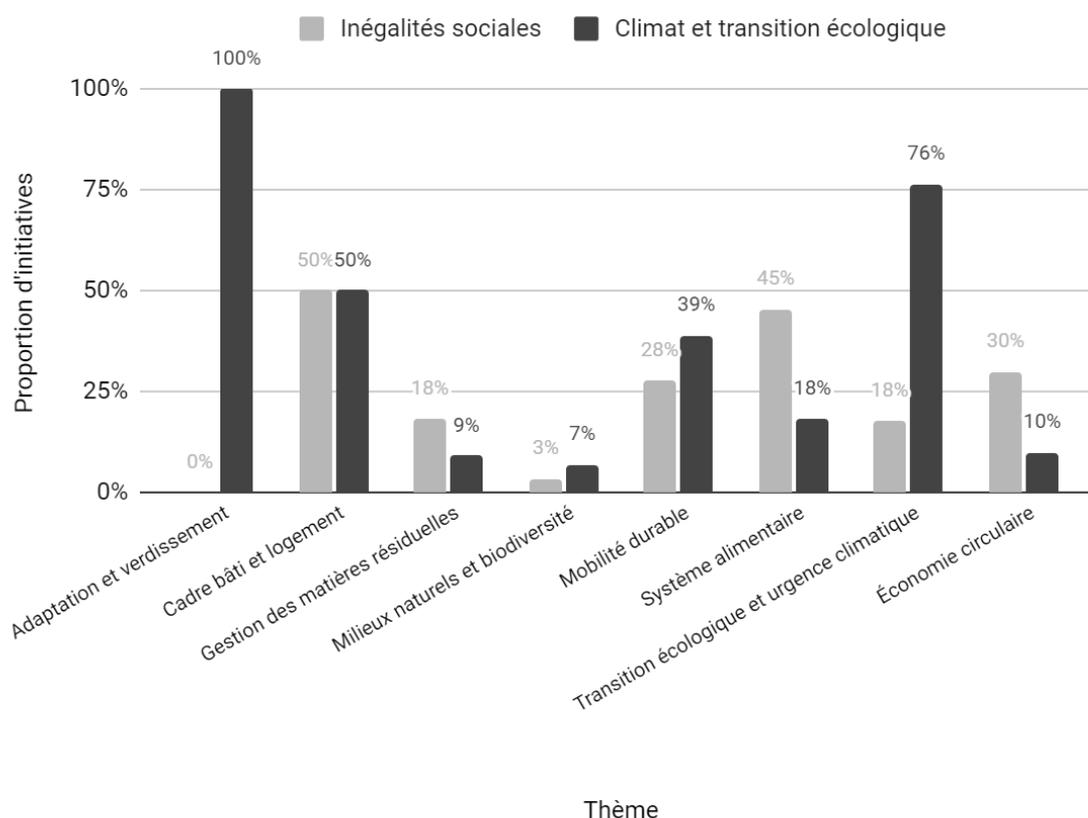
Graphique 1. Nombre d'initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieue de Montréal et de Québec, 2020-2022.

## La place accordée aux inégalités et aux changements climatiques dans les initiatives

Sur les 184 initiatives recensées, 16% mentionnent les *Inégalités sociales*, et 26% mentionnent le *Climat et la transition écologique*. Les proportions sont légèrement plus élevées dans la région de Montréal (16% et 27%) que dans la région de Québec (13% et 21%). Ainsi, le quart des initiatives recensées s’associent explicitement au chantier de l’action climatique et de la transition.

Sans surprise, les thématiques d’*Adaptation* et de *Transition écologique et urgence climatique* font pour la majorité explicitement référence aux enjeux de climat et de transition (voir graphique 2). Rappelons-nous que la thématique *Transition écologique et urgence climatique* inclut notamment les initiatives de sensibilisation générale et de création artistique qui ne font pas systématiquement référence au climat ou à la transition. À l’inverse, les thématiques *Gestion des matières résiduelles*, *Milieux naturels et biodiversité*, *Système alimentaire* et *Économie circulaire* font rarement référence au *Climat et à la transition écologique*.

Très peu d’initiatives s’associent à une perspective d’équité ou mentionnent des mots clés associés aux inégalités explicitement, dans leur description de leur initiative. Cela varie par contre selon les thématiques. Les thématiques y faisant plus souvent référence sont *Cadre bâti et logement* et *Système alimentaire*. Pour la thématique de *Système alimentaire*, la priorité est souvent axée sur la sécurité alimentaire. Les initiatives de la thématique *Mobilité durable* y font également souvent référence, à travers la réduction des coûts liés au transport pour les ménages, notamment (voir graphique 2).



Graphique 2. Référence à des enjeux selon la thématique d’action climatique en banlieue de Québec et Montréal, 2020-2022.

## Milieus naturels et biodiversité

La protection des *Milieus naturels et biodiversité* est la thématique qui regroupe le plus d'initiatives de la base de données, et de loin, autant dans les régions de Montréal que de Québec. Qu'est-ce qui explique la prévalence de cette thématique dans le nombre d'initiatives? La présence de nombreux territoires naturels et agricoles dans les Régions métropolitaines influence probablement ces résultats. De plus, ce sont dans les milieux suburbains et périurbains que la pression du développement immobilier sur les espaces verts se fait encore le plus sentir, ce qui explique les mobilisations citoyennes pour les préserver, notamment pour protéger des boisés, des milieux humides, ainsi que des golfs qui s'apprêtent à changer de fonction. Près du quart des initiatives sur ce thème sont en réaction à des projets de développement. Un exemple est le projet «SOS Boisés des chênes blancs», mené en 2020-2021 par des citoyens afin de contester des procédures entamées par la municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot afin de permettre un développement immobilier dans un boisé apprécié des citoyens. Une deuxième piste réside dans les bénéfices directs tirés par la population par la conservation et la mise en valeur des espaces naturels et agricoles de leur territoire. Ceci est encore plus le cas durant la pandémie de COVID-19 où les citoyennes et citoyens utilisaient davantage les espaces verts et milieux naturels à proximité de chez eux, en contexte de confinement et de contraintes à la mobilité.

# Protection des milieux naturels et de la biodiversité

Dans la RMR de Montréal

## Protection du boisé du boulevard des Promenades

Regroupement Écociroyen de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, en réaction à un projet de construction de condos



## Pincourt Vert

Groupe citoyen pour empêcher le développement des zones humides de Rousseau, où un promoteur envisage de construire 47 maisons



## Organiser la lutte contre les plantes exotiques envahissantes

Le centre de la nature Mont-Saint-Hilaire a réalisé une étude d'avant-projet dans la Réserve naturelle du Bois-des-Patriotes afin de planifier des interventions de lutte contre le nerprun bourdaine et le roseau commun

## Démarche de protection des habitats à Hudson

La Société canadienne pour la conservation de la nature souhaite élaborer un plan de conservation d'un important milieu naturel situé à Hudson et entreprendre des démarches de conservation volontaire auprès de propriétaires privés.



## Vers un réseau d'habitats protégés et connectés pour la couleuvre brune

La Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent souhaite évaluer les besoins et aménager 6 aires protégées à Laval.



## SOS Boisés des chênes blancs

Groupe citoyen à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot se mobilisant contre un développement immobilier.



Figure 4. Exemples d'initiatives répertoriées pour la protection des milieux naturels et la biodiversité

Seulement 7% des initiatives sur cette thématique s'associent à la lutte aux changements climatiques ou la transition écologique dans les documents les présentant. Ceci confirme l'hypothèse d'une mobilisation ancrée dans les enjeux de protection de la nature à proximité, sans nécessairement faire des liens explicites avec des enjeux de climat plus larges. Toutefois, cela n'empêche pas que les initiatives puissent y contribuer. Dans les discours et politiques climatiques, c'est assez récemment que l'on a commencé à mettre l'accent sur les 'solutions basées sur la nature', la protection de la biodiversité et d'infrastructures naturelles pour à la fois aider à l'adaptation aux aléas climatiques (réduire les risques d'inondations en préservant des berges naturelles et des milieux humides, ou protéger des espaces verts qui aident à rafraîchir) et pour réduire les gaz à effet de serre et optimiser la capture de carbone par les écosystèmes naturels (Seddon et al. 2020). Il n'est pas surprenant que les citoyennes ne mettent pas explicitement ces liens à l'avant-plan, et que les initiatives n'aient pas toujours les moyens de bâtir ces interrelations. Ces initiatives peuvent néanmoins contribuer à l'adaptation et la mitigation des changements climatiques.

La statistique est encore plus basse pour la mention de l'équité et des enjeux d'inégalités sociales, abordée dans seulement 3% des initiatives citoyennes sur le thème de la protection des milieux naturels (3 cas). Pourtant, l'équité dans l'accès aux espaces verts est une thématique des mouvements pour la justice environnementale. De plus, la protection de milieux naturels peut être associée à l'exclusion de certaines populations, savoirs et histoires (notamment de dépossession coloniale des terres autochtones), et à la gentrification verte (Tozer et al. 2020). Il peut y avoir des impacts négatifs sur les personnes à faible revenu, et une reproduction de certaines visions de la nature et des espaces verts qui ne correspondent pas à tous. D'où l'importance de s'assurer que des communautés diversifiées ont une voix et un rôle dans la protection et la gestion d'espaces verts, et que les communautés autochtones y aient un rôle essentiel (Bush et Doyon 2020). Les initiatives qui l'ont mentionné sont notamment l'opposition d'activistes Kanien'keha:ka (Mohawks) aux projets de développement immobilier sur le territoire de la Pinède d'Oka, qui ont dénoncé le racisme systémique et le manque de considération de leurs droits territoriaux. Il y a aussi l'initiative de protection de l'île Sainte-Hélène de SNAP qui mentionne un déficit important de nature dans l'est de la région de Montréal.

Dans cette thématique, 28% des initiatives étaient financées par des fondations, en majorité la Fondation de la Faune du Québec, 21% par le Gouvernement du Québec et 6% par le Gouvernement du Canada.

### Transition écologique et urgence climatique

La *Transition écologique et urgence climatique* regroupe également plusieurs initiatives, surtout en banlieue de Montréal. Cela s'explique par la grande quantité de regroupements citoyens «de transition», qui organisent des rencontres récurrentes ou des forums de sensibilisation générale, qui ont l'ambition de développer une feuille de route concrète vers la transition de leur territoire ou qui font part de leurs revendications aux autorités municipales et gouvernementales. Par exemple, le Comité des citoyens de Beloeil à la lutte aux changements climatiques vise à faire avancer la cause de l'environnement auprès des élus municipaux. La planète s'invite au Parlement, qui a des cellules à Longueuil et à La Prairie, notamment, fait de même. Plusieurs initiatives se situent à l'étape de créer des espaces d'échanges et de mobilisation pour les citoyen.nes. Un exemple est le groupe *Mères au front de L'Île-Perrot* qui, depuis 2021, a un forum sur Facebook permettant de partager des nouvelles sur le climat, d'organiser des manifestations et de se mobiliser pour des enjeux écologiques. *Mères au front* a d'ailleurs 6 sous-groupes locaux en banlieue de Montréal, et un en banlieue de Québec. Ces groupes sont financés par la Fondation Chagnon. Des OBNL «de transition», comme *Laval en transition*, formé en 2019, organise des rencontres entre ses membres afin d'effectuer de la sensibilisation générale et de mener des projets. Par exemple, de 2019 à 2021, l'organisme a organisé «La Caravane de la transition», un événement annuel permettant de rassembler les citoyens et de

tisser des liens entre eux autour d'objectifs communs.

Dans cette thématique, les *Inégalités sociales* sont mentionnées dans seulement 18% des initiatives. Les initiatives parlent alors de justice, d'équité, de prix élevé de l'essence ou des denrées pour les ménages. Le terme de justice climatique est encore souvent associé aux injustices au niveau international entre pays riches qui ont fortement contribué à la crise climatique par l'émission forte et historique de gaz à effet de serre, et des pays en développement qui en subissent davantage les conséquences sans y avoir contribué; des dynamiques aussi liées au colonialisme. Toutefois, les implications d'équité et de justice se voient aussi à l'échelle locale, dans l'impact positif et négatif que des mesures climatiques peuvent avoir en termes d'équité. Les mobilisations citoyennes dans les villes parlent de plus en plus de justice climatique intersectionnelle ou antiraciste pour référer au fait que les changements climatiques viennent s'ajouter à toute une série de facteurs de défavorisation et d'inégalités préexistants, auxquels il faut porter attention (Amorim-Maria et al. 2022, Ranganathan et Bratman 2021).

Comme beaucoup de ces initiatives sont issues de groupes citoyens non incorporés s'organisant par leurs propres moyens, seules 38% ont de l'information au niveau de leur financement. 24% des initiatives sur ce thème sont financées par des fondations et 9% par le gouvernement du Québec ou du Canada.

### Systeme alimentaire

La thématique *Systeme alimentaire* est la 3e thématique en termes de nombre d'initiatives. 55% des initiatives avaient de l'information accessible sur leur budget, malgré le fait que beaucoup d'initiatives de cette catégorie, comme les «Jardins LOPIN», un projet visant la culture et la récolte d'aliments dans un jardin communautaire, sont menés par des groupes citoyens non incorporés utilisant leurs propres ressources ou ne dévoilant pas les subventions reçues. Les «Jardins solidaires de Longueuil», organisés par la *Croisée solidaire*, un groupe citoyen non incorporé, se financent quant à eux grâce à la vente à prix modeste des aliments produits dans le cadre de l'initiative. À Stoneham-et-Tewkesbury, le groupe *Action Transition*, un OBNL, organise «Nourrissons la transition», une série d'ateliers visant à organiser un projet d'alimentation collective dans la municipalité. Ce sont d'ailleurs les OBNL qui financent une grande partie des initiatives de cette catégorie (28%).

L'enjeu des *Inégalités sociales* est beaucoup plus souvent mentionné pour ces initiatives que l'enjeu de la *Transition et urgence climatique*. Effectivement, beaucoup de ces initiatives visent en premier lieu la sécurité alimentaire. Par exemple, le frigo collectif «l'Antigaspilleur», à Saint-Eustache, mis en place par l'OBNL *Tous complices pour notre communauté*, vise à réduire l'empreinte écologique liée au gaspillage alimentaire tout en réduisant l'insécurité alimentaire, en permettant aux ménages de déposer et de récupérer des aliments dans un frigo disposé dans un lieu public.

### Mobilité durable

Le transport constitue le secteur de plus forte production de gaz à effet de serre au Québec, et celui qui est toujours en augmentation croissante, avec le transport routier représentant 34,4% des émissions totales (MELCC 2021). Les milieux suburbains et périurbains rencontrent des défis de taille vu la dispersion des activités sur le territoire, la faible densité et des dynamiques de dépendance à la voiture.

Compte tenu de l'importance des enjeux de la mobilité pour les changements climatiques et la transition socioécologique, il peut être préoccupant de constater que 18 initiatives seulement sont recensées, pour un total de 10%, ce qui en fait la 4e thématique en termes de nombre. À Québec par contre, la thématique est un peu plus présente en pourcentage, avec 12,5% des initiatives.

Le relativement faible pourcentage d'initiatives sur cette thématique peut s'expliquer partiellement parce que plusieurs grands projets de mobilité durable financés par des fonds gouvernementaux étaient accordés à des entreprises à but lucratif, ou à des OBNL représentant plusieurs entreprises à but lucratif, et n'ont donc pas été comptabilisés. De plus, le monde de la mobilité durable est marqué par une forte présence d'organismes devenus experts qui agissent souvent à titre de consultants, notamment avec des municipalités (ce que nous n'avons pas inclus dans notre base de données, malgré leur travail important sur le terrain, nous concentrant sur les initiatives à participation citoyenne). Un exemple d'initiative incluse dans la base de données est le «défi vélo métropolitain», organisé annuellement par *Vélo Québec*, qui permet aux adeptes de cyclisme de pratiquer le sport à l'extérieur de Montréal, tout en sensibilisant aux bienfaits et avantages de ce mode de transport auprès des débutants. À Lévis, le *Collectif Virage* est un groupe citoyen non incorporé qui priorise l'action en mobilité durable, afin d'atténuer et de s'adapter aux changements climatiques. Finalement, *Accès transports viables* a mené le projet panquébécois «Révélons le potentiel des banlieues en matière de mobilité durable», qui a reçu un financement du Fonds Vert du Québec, entre 2020 et 2024.

Les initiatives de *Mobilité durable* font référence aux *Inégalités sociales* dans près du quart des cas, en raison des coûts engendrés pour les ménages par les différents types de mobilité, et à la *Transition et urgence climatique* dans près de la moitié des cas, en raison de l'empreinte écologique et des GES émis par la voiture à essence, principalement.

### Gestion des matières résiduelles et économie circulaire

Si on combine les initiatives de *Gestion des matières résiduelles* et d'*économie circulaire*, on arrive à un total de 21 initiatives répertoriées, soit 11% des initiatives. Un exemple d'initiative en gestion des matières résiduelles est l'initiative «Sacs à partager» à Saint-Lambert, mise en place par l'OBNL *Synergie Laurentides*, n'a pas rendu publics son budget ou d'éventuelles subventions reçues. Le projet a pour objectif de persuader les commerçants d'installer des bacs de partage de sacs réutilisables, afin de leur donner une vie plus longue et de réduire l'empreinte écologique liée à leur fabrication en grande quantité. Cette thématique ne fait mention des *Inégalités sociales* et de la *Transition écologique et urgence climatique* que très rarement. En termes d'économie circulaire, il y a des projets de réutilisation de matières, d'ébénisterie ou de récupération alimentaire. Le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie a aussi développé une feuille de route l'économie circulaire.



Le premier fonds est la **Fondation de la faune du Québec** qui finance 12% des initiatives comptabilisées dans les grandes régions de Montréal et de Québec. Ce sont toutes des initiatives dans la thématique de protection des milieux naturels. Cette fondation, créée en 1987, est en fait une œuvre de bienfaisance mandataire du gouvernement provincial et qui relève du ministre des forêts, de la faune et des parcs, avec un conseil d'administration formé de membres nommés par le gouvernement représentant le secteur de la faune et le monde des affaires (FFQ 2022). Son financement est stable et récurrent grâce aux permis des pêcheurs, chasseurs et trappeurs qui amènent 35% des revenus; 60% viennent en plus de dons d'autorités publiques et d'entreprises. La fondation finance des initiatives à l'intérieur de différents programmes, chacun avec leurs critères : Faune en danger (rétablissement d'espèces menacées), Faune-Forêt (habitats fauniques et biodiversité), Hydro-Québec (valeur écologique du milieu naturel protégé ou valorisé, retombées économiques, sociales et environnementales escomptées), Plantes exotiques envahissantes, Agir pour la faune (habitats fauniques et biodiversité, proximité d'autres secteurs déjà protégés ou permettant la connexion).

Le **fonds d'action Saint-Laurent** créé en 1999 finance 17 initiatives avec financement déclaré dans notre base de données. C'est également un organisme de bienfaisance, qui favorise «la conservation des écosystèmes et le maintien des usages du fleuve Saint-Laurent et de son golf en soutenant des projets de préservation, de mise en valeur et de réhabilitation du fleuve, ainsi que des projets d'éducation et de sensibilisation aux enjeux du fleuve Saint-Laurent.» (FAS 2022). Le fait que les régions de Montréal et de Québec aient plusieurs kilomètres de rives augmente la chance de ce financement dans ces régions.

**Le fonds vert** a financé 15 initiatives répondant aux critères de notre base de données. Le fonds vert finançait des projets par l'entremise de programmes spécifiques. Notamment, le programme Action-Climat vise «à mobiliser les organisations les citoyennes et les citoyens dans la lutte contre les changements climatiques en appuyant des initiatives de la société civile». Il découle du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. Si le Fonds vert a été remplacé par le Fonds d'électrification et de changements climatiques en 2020 (FECC), le programme Action-Climat y a été renouvelé en 2022. Par rapport aux enjeux qui nous intéressent dans cette recherche, le programme Action-Climat a des critères d'admissibilités précis, en termes de types de projets financés pour appuyer les initiatives citoyennes. Pour être admissibles, les projets doivent proposer des actions «provenant des communautés et qui s'appuient sur l'implication citoyenne, sur l'implication des organisations et sur le renforcement des capacités», prévoir des volets d'information et de mobilisation, de préparation à l'action et d'accompagnement dans l'action et viser l'engagement au-delà de la sensibilisation. Les requérants doivent être des organismes à but non lucratif et «être constitués et en activité depuis au moins trois ans», ce qui limite l'accès à des groupes plus récemment mis en place.

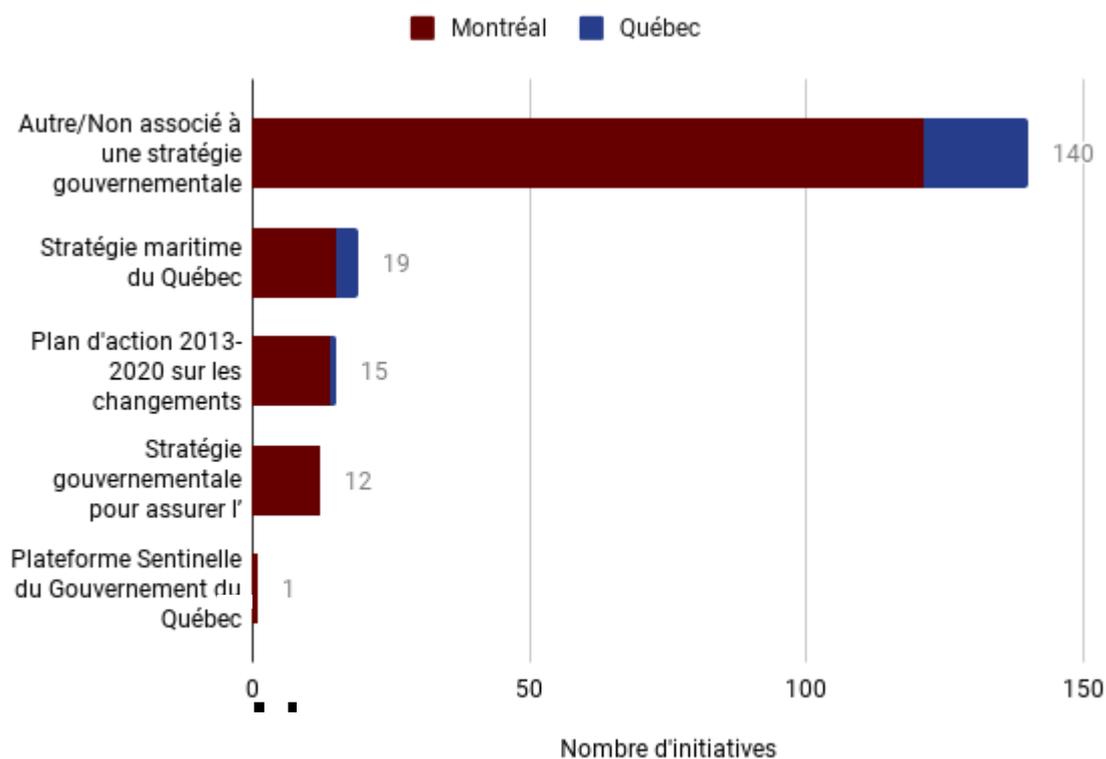
**Le fonds région et ruralités** créé en 2020 finance 8 initiatives. Ce fonds se décline en 4 Volets: le Soutien au rayonnement des régions, en continuité avec le Fonds d'appui au rayonnement des régions (2016-2020), le Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC, en continuité avec le Fonds de développement des territoires (FDT) (2015-2020), le volet Projets « Signature innovation » des MRC et de volet de Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale (MAMH, 2010). Ces deux derniers volets concernaient des initiatives municipales, qui n'étaient pas admissibles pour notre base de données, et n'ont pas été considérés. Chacun de ces volets a un budget divisé par région.

**La fondation Chagnon**, qui a lancé ses activités en 2000, finance 7 initiatives de la base de données. La mission de la fondation est de «prévenir la pauvreté en contribuant à la mise en place de conditions favorables au développement du plein potentiel de tous les jeunes vivant au Québec (Fondation Chagnon, 2022).» La fondation Chagnon finance dans la base de données les initiatives de Mères au

front et Laval Zen.

Le programme Interactions communautaire (PIC) finance 5 initiatives de la base de données. «Le PIC est un programme d'aide financière appuyant la réalisation de projets communautaires visant à conserver et améliorer l'écosystème du Saint-Laurent (Gouvernement du Canada, 2021) et a été mis en oeuvre par Environnement et Changements climatiques Canada et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec dans le cadre du Plan d'action Saint-Laurent 2016-2026.

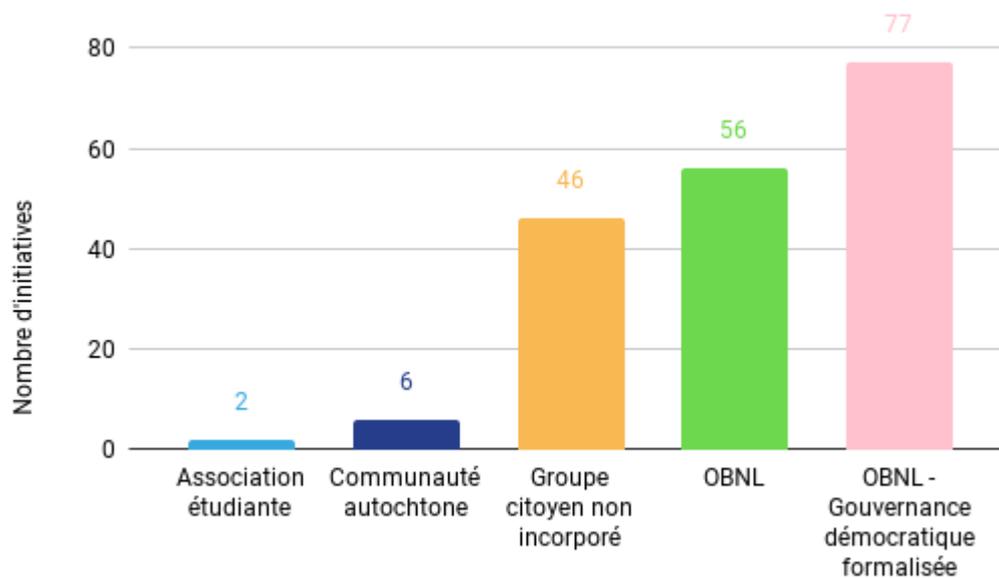
**Certaines initiatives s'inscrivent dans le cadre de stratégies ou plans provinciaux**, c'est-à-dire que le financement est lié à la mise en œuvre de ce plan ou stratégie, et indiqué explicitement dans les documents disponibles. C'est le cas de 41 initiatives (seulement 21% du total). Dans celles-ci, trois plans ou stratégies gouvernementales, tous à l'échelle provinciale, sont particulièrement importants (rappelons que les financements du gouvernement fédéral sont actuellement beaucoup moins documentés en termes de projets financés). D'abord, la Stratégie maritime du Québec, liée au Fonds d'action Saint-Laurent présenté ci-haut, est associée à 19 initiatives (voir graphique 5). Un exemple d'initiative s'y inscrivant est le *Volet Côte-de-Beaupré* de l'initiative «Fleuve urbain, trésors naturel» du *Groupe d'éducation et d'écovigilance de l'eau (G3E)*, qui vise le nettoyage des berges du Saint-Laurent. Le *Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* est quant à lui associé à 15 initiatives dans la base de données, dont «Pour ma mobilité, je m'active» du *Conseil régional de l'environnement de la Montérégie*. Ce projet se déroulant de 2020 à 2024 vise à identifier les besoins en termes de mobilité active afin de réaliser un projet citoyen. La *Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022* est associée quant à elle à 12 initiatives, qui sont financées par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, soit par l'entremise du Fonds Région et Ruralité présentée ci-haut, ou dans un cas par le Fonds d'appui au rayonnement des régions. Par exemple, *Nature-Action Québec* mène de 2021 à 2023 l'initiative «Les changements climatiques et moi!» en rendant disponibles des vidéos informatives destinées aux 5 à 12 ans de la Montérégie. Finalement, la *Plateforme Sentinelle du Gouvernement du Québec*, un outil de détection des plantes exotiques envahissantes (EEE), est associée à une seule initiative répertoriée, mise en place par le *Conseil régional de l'environnement de Laval*.



Graphique 5. Pourcentage des initiatives globales associé à chaque stratégie gouvernementale en banlieue de Québec et Montréal, 2020-2022.

### Types d'organismes

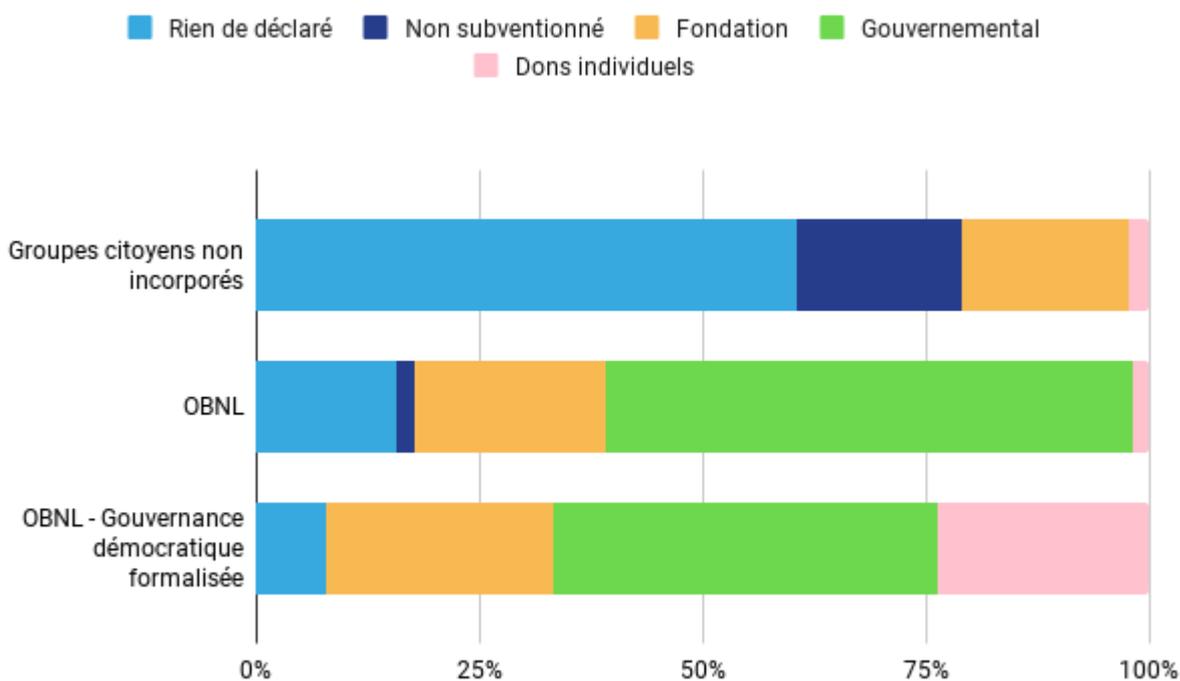
Près du trois quarts des organismes porteurs des initiatives de la base de données sont des Organismes à but non lucratif, qu'ils aient ou non une gouvernance démocratique formalisée (OBNL, voir graphique 6). La majorité des OBNL ont une gouvernance démocratique formalisée, comme définie dans l'introduction. Un quart des organismes sont des groupes citoyens non incorporés, et seulement deux associations étudiantes sont porteuses d'initiatives de la base de données. Une de ces initiatives est la «Fondation David Suzuki au Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne». Portée par l'association étudiante du cégep, l'initiative de *Transition écologique et urgence climatique* vise à mener des projets liés à l'environnement sur le campus du cégep et de sensibiliser les étudiants aux enjeux climatiques.



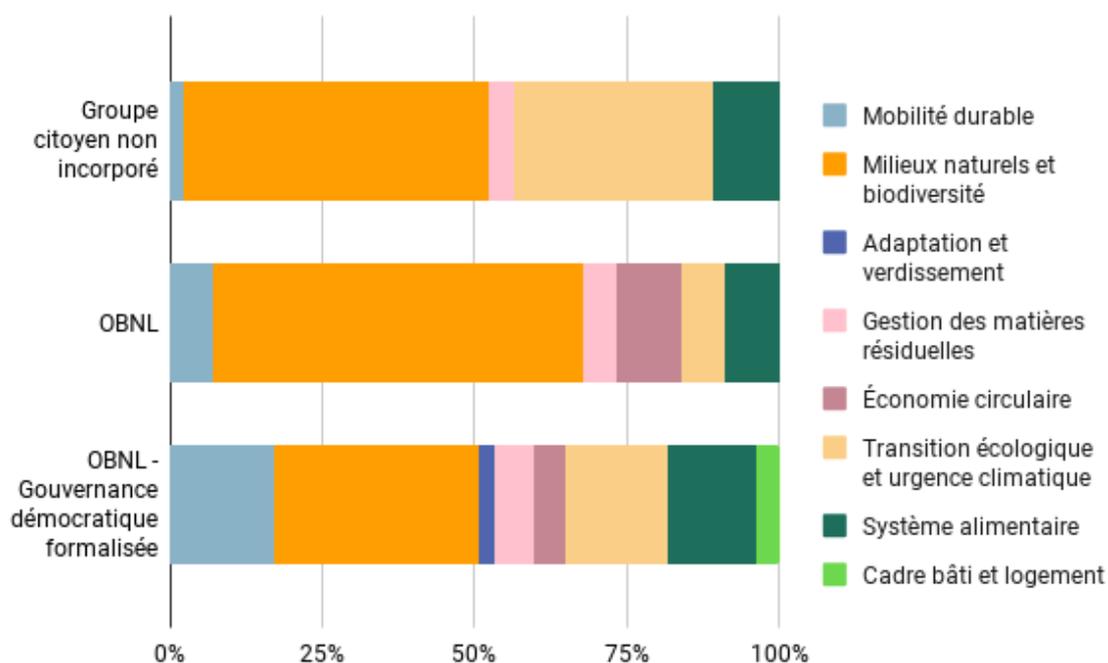
Graphique 6. Types d'organismes porteurs des initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieue de Québec et Montréal, 2020-2022.

Comme le montre le graphique ci-bas, les types d'organismes diffèrent de manière importante dans le type de financement qu'ils reçoivent pour leurs initiatives. Les groupes citoyens non incorporés ne reçoivent aucun financement gouvernemental déclaré, et un haut pourcentage d'initiatives avec aucun financement déclaré (57%). Par ailleurs, les fondations financent un certain nombre. Les fonds gouvernementaux financent les OBNL en part importante, tandis que les OBNL démocratiques se démarquent par une part non négligeable d'initiatives financées par dons individuels.

Le graphique 8 montre quant à lui les thématiques les plus représentées par type d'acteur. Même si la thématique des *Milieux naturels et biodiversité* est la plus importante chez les trois types d'acteurs les plus importants dans la base de données, celle-ci est tout de même plus présente avec les OBNL (61%). Ensuite, la thématique de la *Transition écologique et crise climatique* est plus fréquente chez les groupes citoyens (33%), alors que la thématique *Économie circulaire* est absente chez ce type d'acteur. Finalement, la thématique de la *Mobilité durable* est plus importante chez les OBNL à gouvernance démocratique formalisée.



Graphique 7. Sources de financement prépondérantes par types d'organismes porteurs des initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieue de Québec et Montréal, 2020-2022.



Graphique 8. Thématiques prépondérantes par types d'organismes porteurs des initiatives en environnement et transition socioécologique en banlieue de Québec et Montréal, 2020-2022.

## Laval

Nous nous sommes particulièrement intéressés à la Ville de Laval dans le cadre d'une collaboration avec [Laval ZÉN](#), qui complète actuellement un état des lieux du territoire et de la communauté de Laval. Ainsi, cette partie du rapport se concentre sur Laval et présente les thématiques, acteurs et financements des initiatives répertoriées pour le territoire lavallois.

Située au nord de l'île de Montréal, sur l'île Jésus, la Ville de Laval est la municipalité la plus peuplée du territoire couvert par ce rapport. Malgré cela, près du tiers du territoire est protégé en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, et 12% de la municipalité est sous couvert forestier (Repensons Laval, 2015). Rappelons par ailleurs qu'en 1956, les activités agricoles occupaient le deux tiers de la superficie de l'île Jésus, et que la zone agricole tout comme les boisés (qui occupaient 70% de la superficie de l'île en 1990), ont été fortement grugés par l'urbanisation et la spéculation immobilière (Sénécal, 1994). Ce passé, ainsi que les milieux boisés et agricoles qui demeurent, en fait un environnement propice au foisonnement d'initiatives en environnement, particulièrement concernant les *Milieux naturels et la biodiversité*. Cette section du rapport analyse la base de données de Laval et la compare avec le territoire de la CMM. On y abordera les thématiques, le financement des initiatives et les acteurs impliqués.

### INITIATIVES EN ENVIRONNEMENT ET TRANSITION SOCIOÉCOLOGIQUE À LAVAL, 2022.

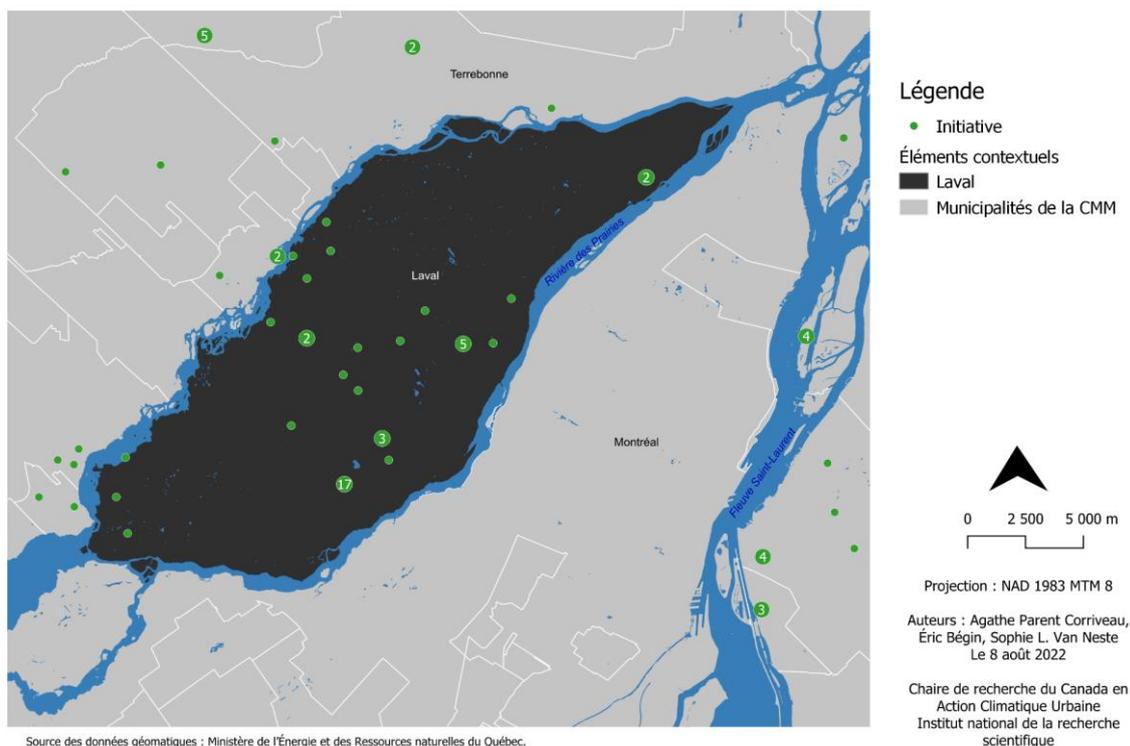


Figure 5. Carte des initiatives en environnement et transition socioécologique à Laval, 2020-2022.

Pour l'ensemble des territoires suburbains et périurbains de la Communauté métropolitaine de Montréal, nous avons répertorié 164 initiatives. De celles-ci, 43 se retrouvent à Laval. Le ratio d'initiatives par population est semblable à celui de la CMM (en excluant l'agglomération montréalaise). Briata et collègues (2021) et l'étude de Rome (2001) mettent aussi de l'avant que des menaces au milieu de vie sont des propulseurs de mobilisation citoyenne. Ainsi, la perte déjà élevée de milieux humides, boisés et agricoles à Laval a pu jouer sur les motivations des résidentes et résidents. De plus, les résultats montrent un enthousiasme récent pour les questions de transition socioécologique, qui s'ajoutent à des acteurs, comme le Conseil régional de l'environnement de Laval, qui sont actifs depuis très longtemps dans le champ de l'environnement.

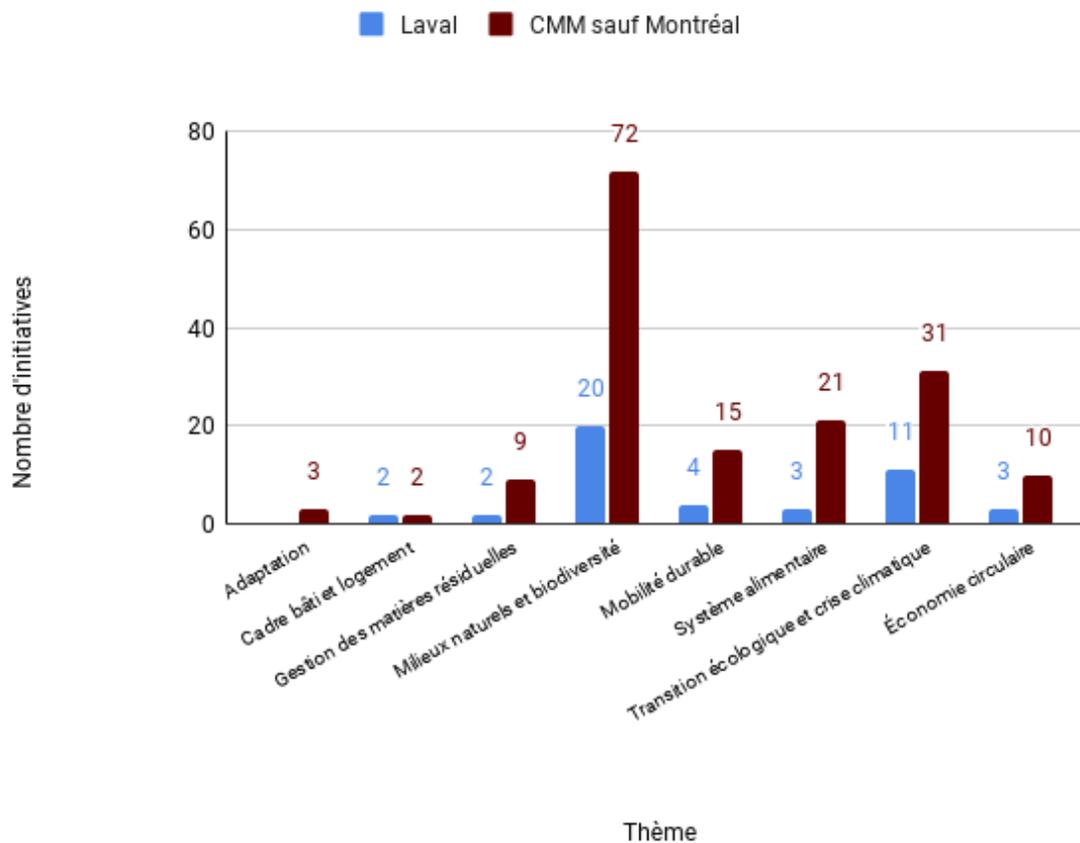
## Thématiques

Il est intéressant de comparer les initiatives à Laval avec le portrait plus large des initiatives dans les territoires suburbains et périurbains de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Premièrement, on constate que les proportions d'initiatives dans chaque thématique sont assez similaires entre les deux territoires. Effectivement, la thématique *Milieux naturels et biodiversité* sont les plus représentées dans les deux territoires (voir graphique 9). Plusieurs regroupements citoyens sont effectivement actifs à Laval, ce qui fait de la *Transition écologique et urgence climatique* la deuxième thématique la plus représentée dans la ville. Par exemple, le blogue informatif «En harmonie avec la terre» vise la transformation des habitudes des Lavalloises et des Lavallois et la sensibilisation aux enjeux environnementaux.

La thématique *Adaptation*, très peu représentée dans la base de données, est totalement absente à Laval (voir graphique 9). Il est possible que cette absence soit le résultat de l'implication des acteurs publics comme les municipalités et les CSSS dans ce domaine à Laval. Ensuite, la thématique *Système alimentaire* est moins représentée à Laval que dans la CMM, au profit de la *Mobilité durable*. En ce qui concerne la thématique *Cadre bâti et logement*, les deux seules initiatives dans la CMM se trouvent à Laval. L'une d'entre elles est le projet «Thermographie» du *Conseil régional de l'environnement de Laval*. La thermographie a été réalisée en avion, et montre quels bâtiments ont des enjeux de perte énergétique. Cela permet au *CRE-Laval* de cibler des secteurs d'intervention prioritaire dans ce domaine.

La thématique *Milieux naturels et biodiversité* représente 46,5% des initiatives à Laval (voir graphique 9). Seuls 35% des initiatives de cette thématique ont reçu du financement (ou ont rendu disponibles les informations). Beaucoup de groupes citoyens non incorporés, comme celui du *Parc sentier des bois*, ont effectivement entrepris la protection de certains milieux naturels. Dans cet exemple, la destruction d'une partie du parc afin de construire une route a déclenché la mobilisation des citoyens en 2020. Même si la mobilisation se fait souvent en réaction à un projet, ce n'est pas toujours le cas. Le groupe Facebook «Laval Arbres» vise la sensibilisation des Lavalloises et Lavallois à la protection des arbres en milieu urbain. Actif depuis 2021, ce groupe n'a pas reçu de financement répertorié. Des OBNL comme la *Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent* et leur initiative «Vers un réseau d'habitats protégés et connectés pour la couleuvre brune» sont également proactifs dans la protection des milieux naturels à Laval. Ce projet analyse la connectivité des espaces naturels afin de planifier la protection de l'habitat de la couleuvre brune à Laval.

La thématique *Mobilité durable* est la troisième en termes de nombre d'initiatives (4, voir graphique 9). Cette thématique est principalement portée par des OBNL, comme [l'Association pour le transport collectif à Laval](#), qui revendique un meilleur service de transport en commun depuis 2009.

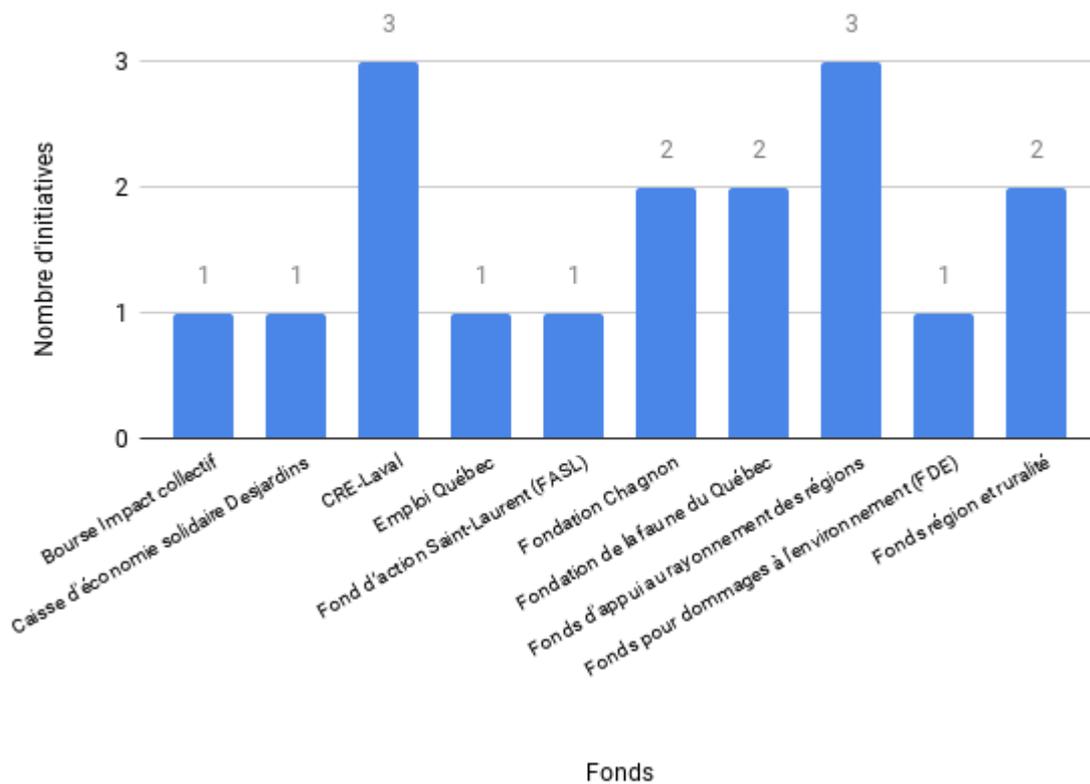


Graphique 9. Proportion par thème d’initiatives en environnement et transition socioécologique à Laval, 2020-2022.

Ensuite, en ce qui concerne l’importance des enjeux à Laval, seulement 12% des initiatives abordent les *Inégalités sociales*, comme pour l’ensemble des initiatives des territoires suburbains et périurbains de la CMM. Pour les références explicites au *Climat et à transition écologique*, 28% des initiatives se situent dans ce champ d’intervention, un chiffre très semblable au 27% de l’ensemble de la CMM.

### Financement

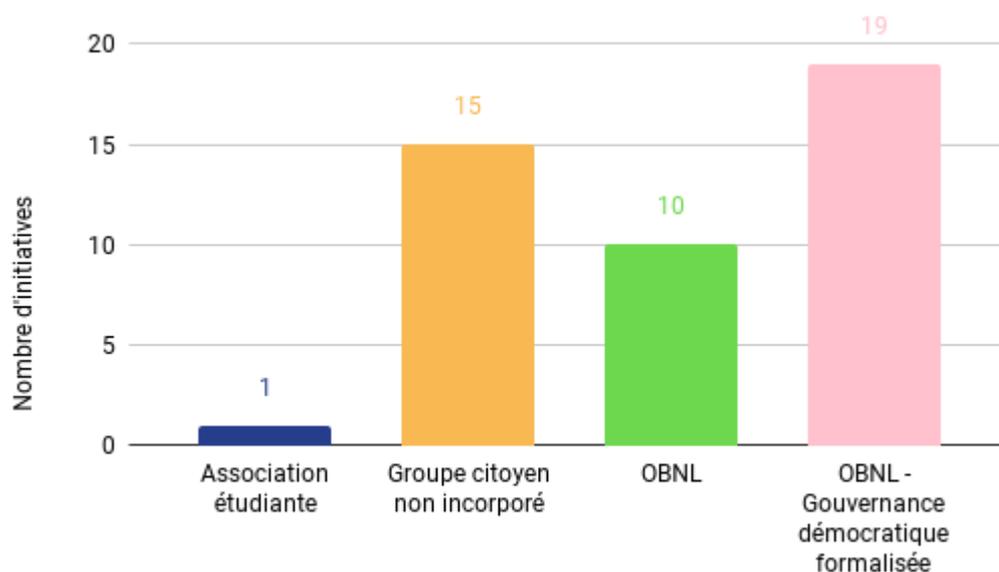
De nombreux fonds soutiennent financièrement les initiatives lavalloises. Le *Conseil régional de l’environnement de Laval* et le *Fonds d’appui au rayonnement des régions* sont ceux ayant financé le plus d’initiatives (voir graphique 10), suivi de la fondation Chagnon qui soutient deux initiatives dont le projet *Laval Zen* (via le Front commun pour la transition énergétique) et l’initiative *Mères au front de Laval et leurs alliés*. La Fondation de la faune du Québec et le Fonds Région et ruralité ont également financé respectivement 2 initiatives. Rappelons également que ce ne sont pas tous les fonds qui ont rendu disponibles des données à jour et complètes sur le financement des projets. 49% des initiatives à Laval n’ont déclaré aucun financement.



Graphique 10. Financement par fonds des initiatives d'action climatique à Laval, 2022.

### Types d'organismes

Comme dans le territoire étudié au complet, près du trois quarts des organismes porteurs des initiatives à Laval sont des Organismes à but non lucratif (OBNL), et la majorité d'entre eux ont une gouvernance démocratique formalisée, comme définie dans l'introduction. Ensuite, le quart des organismes porteurs sont des groupes citoyens non incorporés (voir graphique 11). Seulement une initiative est portée par une association étudiante, le *Comité Équilibre du comité étudiant du Collège Montmorency*. Le comité gère effectivement la page Facebook «Environnement Montmorency», qui partage l'Actualité locale et internationale en matière d'environnement.



Graphique 11. Types d'organismes porteurs des initiatives d'action climatique à Laval, 2022.

## Conclusion

Sur quoi les initiatives citoyennes portent-elles en milieux suburbains et périurbains au Québec? Quels financements les supportent? Quels apprentissages pouvons-nous en tirer pour mieux supporter l'action citoyenne en matière d'environnement et de transition socioécologique, dans ces territoires pleins de défis et d'opportunités? Dans ce rapport, nous présentons les résultats d'une première base de données sur les initiatives citoyennes et des OBNL dans les milieux suburbains et périurbains des régions de Montréal et de Québec. Les objectifs étaient de donner une visibilité aux actions citoyennes en banlieues, et de mieux connaître les thématiques dominantes et les sources de financement.

D'abord, mentionnons que deux thématiques ressortent clairement : celle de la protection des milieux naturels et celle de la transition socioécologique. Ce sont aussi les deux thématiques les plus importantes des groupes citoyens non incorporés, tandis que d'autres sont moins présentes, comme celle de la mobilité et du cadre bâti, avec généralement peu de liens explicites avec les inégalités sociales ou environnementales. Ensuite, sur le plan du financement, notre base de données montre une disponibilité inégale des données selon les sources de financement, ce qui rend plus difficile de faire des bilans et de bien supporter l'action citoyenne.

Très clairement, la thématique de la protection des milieux naturels et la biodiversité ressort comme la plus importante en termes de nombre d'initiatives (46%). 87 initiatives en cours (entre 2020 et juillet 2022) portent sur la protection de boisés, des berges du Saint-Laurent, de milieux humides, de golfs, parcs, et d'espaces en particulier qui sont menacées. Les citoyennes contribuent de manière phénoménale sur ce plan. Si elles et ils associent peu leurs projets à l'adaptation ou la lutte aux changements climatiques, dans leur description de projets, il demeure que la protection de milieux naturels est de plus en plus associée à des solutions en termes de changements climatiques, pour mieux adapter nos territoires aux aléas climatiques et pour optimiser de potentielles captures de carbone, en plus des bienfaits de la biodiversité en tant que telle. On parle de plus en plus de "solutions basées sur la nature", qui incluent les approches écosystémiques à l'adaptation et la mitigation des changements climatiques, la protection et la résilience de milieux naturels, la mise en place de

nouvelles infrastructures vertes (plantation d'arbres, aménagements végétalisés, jardins de pluie, etc.) dans les milieux urbanisés (Tozer et al. 2020, 2022, Seddon et al. 2020). Les milieux périurbains peuvent jouer un rôle stratégique pour les infrastructures vertes et naturelles. Or, ce sont aussi dans ces territoires que les milieux naturels sont particulièrement sous pression de l'étalement urbain et du développement.

Nous avons répertorié plusieurs sources de financement sur cette thématique, ainsi que plusieurs initiatives citoyennes avec aucun financement déclaré. L'engouement citoyen pour cette thématique semble une opportunité de collaborations avec les pouvoirs publics pour contribuer de manière encore plus ciblée aux défis climatiques à travers la protection des milieux naturels, ainsi que pour considérer les enjeux d'équité dans l'accès aux espaces verts. Cet engouement pour la protection des milieux naturels contraste avec le très faible nombre d'initiatives qui s'associent explicitement à l'adaptation aux changements climatiques et à ses sous-objectifs (adaptation à la chaleur, aux pluies abondantes, résilience sociale) : seulement trois initiatives répertoriées s'y associaient. Si dans les quartiers centraux de plus en plus d'initiatives portent par ailleurs sur le verdissement et la déminéralisation pour améliorer le cadre de vie et répondre aux changements climatiques; il semble que ce soit encore peu le cas des milieux suburbains. Mais nos données montrent en fait que c'est justement par la protection des milieux naturels et espaces verts existants que les citoyennes et citoyens contribuent à l'adaptation aux changements climatiques dans ces milieux.

Sur les 184 initiatives recensées comme étant actives en 2020-2022, le quart s'associe explicitement au chantier de l'action climatique et de la transition. Chez les groupes citoyens non incorporés, c'est le tiers des initiatives qui s'y associe. Cela démontre une mobilisation de citoyennes et citoyens qui souhaitent s'impliquer dans leurs milieux de vie pour la transition. La grande majorité des initiatives qui s'associent explicitement à la transition socioécologique n'indiquent aucun financement déclaré, et des 38% qui indiquent un financement, la majorité (2/3) est financée par des fondations. Cette thématique se développe beaucoup grâce à l'émergence de nouveaux groupes (Mères au front, les collectivités Zen, etc.). Ces approches et le vocabulaire de transition socioécologique sont donc tout à fait présents et appropriés par les résidents et résidentes des milieux suburbains. Par contre, le faible financement gouvernemental déclaré suggère que cet engouement pourrait être davantage supporté par les pouvoirs publics.

Dans les défis que rencontrent les milieux suburbains et périurbains, la question de la mobilité durable en est un important. C'est dans ce secteur que la réduction de gaz à effet de serre est encore très difficile. Il y a 18 initiatives qui s'y penchent, dans les territoires et types d'organismes que nous avons documentés (ce qui exclut par contre les consultants ainsi que les acteurs à but lucratif), un chiffre plutôt réduit si on compare au 87 sur la protection des milieux naturels et 22 sur le système alimentaire. Notons qu'il y a seulement 2 initiatives répertoriées qui sont dédiées au cadre bâti et au logement, par exemple d'un point de vue d'efficacité énergétique ou de résilience. Bien qu'il puisse s'agir d'un biais lié à notre collecte de données, on constate que ces deux initiatives se situent à Laval. Comment les organismes subventionnaires pourraient-ils appuyer davantage les citoyennes et citoyens dans ces champs de la mobilité et du cadre bâti?

Très peu d'initiatives répertoriées font des liens entre leurs actions et des enjeux d'inégalités, l'équité sociale ou environnementale (16%). Ce sont dans les secteurs du cadre bâti, du système alimentaire, de l'économie circulaire (liens avec la récupération alimentaire et la réinsertion sociale) et de la mobilité durable que l'on en parle davantage.

En ce qui a trait au financement, nous avons répertorié une diversité importante de fonds différents supportant les initiatives. Il reste que 22% des initiatives n'ont aucun financement déclaré, ce qui monte à 57% des initiatives des groupes citoyens non incorporés, dont certains peuvent vouloir demeurer autonomes et non redevables de subventions. Dans le territoire à l'étude, les initiatives

financées par le gouvernement du Québec sont les plus nombreuses, suivies des initiatives financées par des fondations, qui financent particulièrement les thèmes des milieux naturels et de la transition socioécologique. Le Gouvernement du Canada arrive quatrième, mais notons qu'il affiche jusqu'ici beaucoup moins les projets qu'il a financés.

Ce rapport présente donc un premier état des lieux sur les thématiques et sources de financements des initiatives citoyennes en banlieues de Québec et de Montréal. Il nous permet de montrer l'importante mobilisation citoyenne durant la pandémie - avec 184 initiatives qui portent sur des enjeux de proximité aussi en lien avec la lutte aux changements climatiques. Ces initiatives sont beaucoup plus nombreuses dans certaines thématiques, et font relativement peu de liens avec des enjeux d'inégalités.

Cet état des lieux permet aussi d'émettre certaines recommandations aux organismes subventionnaires. Le fait de financer des projets et initiatives citoyennes locales devrait être lié à une obligation de documenter et rendre disponible les informations sur les financements, notamment les thèmes, territoires et acteurs financés. D'un point de vue de transparence et d'efficacité, cette documentation semble cruciale, afin de permettre des bilans sur les actions collectives en cours, leurs potentiels, avancées et angles morts en transition socioécologique. Notre étude est une première étape pour essayer de relever les thèmes sur lesquels les organismes se mobilisent, et ceux sur lesquels il semble qu'un plus grand soutien serait nécessaire. Il serait pertinent d'aller beaucoup plus loin en réfléchissant à comment mieux appuyer les organismes dans les défis particuliers auxquels font face les milieux suburbains et périurbains aujourd'hui et dans le futur.

## Bibliographie

- Alexander S, Gleeson B, 2019 *Degrowth in the Suburbs: A Radical Urban Imaginary* (Palgrave Macmillan)
- Amorim-Maia A T, Anguelovski I, Chu E, Connolly J, 2022, “Intersectional climate justice: A conceptual pathway for bridging adaptation planning, transformative action, and social equity” *Urban Climate* **41** 101053
- Bérubé H, 2014 *Des Sociétés Distinctes: Gouverner les Banlieues Bourgeoises de Montréal, 1880-1939* (McGill-Queen’s Press - MQUP)
- Briata P, Colomb C, Mayer M, 2020, “Bridging across difference in contemporary (urban) social movements: territory as a catalyst” *Territory, Politics, Governance* **8**(4) 451–460
- Bulkeley H, 2021, “Climate changed urban futures: environmental politics in the anthropocene city” *Environmental Politics* **30**(1–2) 266–284
- Bulkeley H, Broto V C, 2013, “Government by experiment? Global cities and the governing of climate change” *Transactions of the Institute of British Geographers* **38**(3) 361–375
- Burch S, Berry P, Sanders M, 2014, “Embedding climate change adaptation in biodiversity conservation: A case study of England” *Environmental Science & Policy* **37** 79–90
- Bush J, Doyon A, 2019, “Building urban resilience with nature-based solutions: How can urban planning contribute?” *Cities* **95** 102483
- Cadioux K V, 2008, “Political ecology of exurban ‘lifestyle’ landscapes at Christchurch’s contested urban fence” *Urban Forestry & Urban Greening* **7**(3) 183–194
- Canada E et C climatique, 2018, “Programme Interactions communautaires”, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/programmes/programme-interactions-communautaires.html>
- Castán Broto V, 2017, “Urban Governance and the Politics of Climate change” *World Development* **93** 1–15
- Charmes E, Keil R, 2015, “The Politics of Post-Suburban Densification in Canada and France” *International Journal of Urban and Regional Research* **39**(3) 581–602
- Cision, 2021, “Projet mobilisateur en électrification des transports - Soutien de près de 14 M\$ pour favoriser la croissance du secteur des camions électriques” *Newswire*, <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/projet-mobilisateur-en-electrification-des-transports-soutien-de-pres-de-14-m-pour-favoriser-la-croissance-du-secteur-des-camions-electriques-862131147.html>
- CMM, 2022, “La CMM en chiffres” *Communauté métropolitaine de Montréal - CMM*, <https://cmm.qc.ca/a-propos/la-cmm-en-chiffres/>
- CMQuébec – Compétences | CMQ *CMQuébec*, <https://cmquebec.qc.ca/la-communaute/a-propos/>

- Comité consultatif sur les changements climatiques, 2022, “L’aménagement du territoire du Québec :FONDAMENTAL POUR LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES”, Gouvernement du Québec
- Devine-Wright P, 2009, “Rethinking NIMBYism: The role of place attachment and place identity in explaining place-protective action” *Journal of Community & Applied Social Psychology* **19**(6) 426–441
- Dierwechter Y, 2010, “Metropolitan Geographies of US Climate Action: Cities, Suburbs, and the Local Divide in Global Responsibilities” *Journal of Environmental Policy & Planning* **12**(1) 59–82
- Dierwechter Y, Wessells A T, 2013a, “The Uneven Localisation of Climate Action in Metropolitan Seattle” *Urban Studies* **50**(7) 1368–1385
- Dierwechter Y, Wessells A T, 2013b, “The Uneven Localisation of Climate Action in Metropolitan Seattle” *Urban Studies* **50**(7) 1368–1385
- Emelianoff C, Mor E, 2013, “Post-carbon Society: Pioneering Cities; Societe postcarbone: les villes pionnières” *Futuribles*, <https://www.osti.gov/etdeweb/biblio/22067253>
- Evans J, Karvonen A, Raven R, 2016 *The Experimental City* (Routledge)
- Filion P, 2015, “Suburban Inertia: The Entrenchment of Dispersed Suburbanism” *International Journal of Urban and Regional Research* **39**(3) 633–640
- Fondation Chagnon, “Liste des financements octroyés”, Page web consultée en août 2022 <https://www.fondationchagnon.org/initiatives-soutenues/liste-financements/>
- Fondation Chagnon Mission et valeurs, <https://fondationchagnon.org/la-fondation/mission-et-valeurs/>
- Fondation de la faune du Québec, “Projets soutenus” *Fondation de la faune*, Page web consultée en juin 2022 <https://fondationdelafaune.qc.ca/programmes-daide-financiere/projets-soutenus/>
- Fondation de la Faune du Québec. FFQ. 2022. Page web consultée le 2 novembre 2022.:<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/programme-communautaire-ecoaction.html>
- Fonds d’action Saint-Laurent. FAS. 2022. Page web consultée le 2 novembre <https://fondsdactionsaintlaurent.org/nous-soutenir/>
- Fondation Monique-Fitz-Back, “Projets soutenus” *Fondation Monique-Fitz-Back*, Page web consultée en juin 2022 <https://fondationmf.ca/nos-actions/projets-soutenus/>
- Fonds régions et ruralité (FRR), Page web consultée en juin 2022 <https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/fonds-et-programmes/fonds-regions-et-ruralite-frr/>
- Gilbert L, Wekerle G, Sandberg L, 2005, “Local Responses to Development Pressures: Conflictual Politics of Sprawl and Environmental Conservation” *Cahiers de géographie du Québec* **49**(138) 377–392

- Gouvernement du Québec, “Fiches de suivi du Plan d’action 2013-2020 sur les changements climatiques”,  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/documents/fiches-suivi/index.htm>
- IPCC (2022) *Climate Change 2022, Mitigation of Climate Change*. Working Group III contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. UN. Available at: [https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC\\_AR6\\_WGIII\\_FinalDraft\\_FullReport.pdf](https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC_AR6_WGIII_FinalDraft_FullReport.pdf).
- Karvonen A, Heur B van, 2014, “Urban Laboratories: Experiments in Reworking Cities” *International Journal of Urban and Regional Research* **38**(2) 379–392
- Keil R, 2018, “After Suburbia: research and action in the suburban century” *Urban Geography* **0**(0) 1–20
- Keil R, Macdonald S, 2016, “Rethinking urban political ecology from the outside in: greenbelts and boundaries in the post-suburban city” *Local Environment* **21**(12) 1516–1533
- Leichenko R M, Solecki W D, 2013, “Climate change in suburbs: An exploration of key impacts and vulnerabilities” *Urban Climate* **6** 82–97
- Logan S, 2021, “The sub/urban fix” *Urban Geography* **42**(7) 1033–1044
- Luque-Ayala A, Bulkeley H, Marvin S, 2018, “Rethinking urban transitions”, in *Rethinking Urban Transitions* 1st edition Eds A Luque-Ayala, S Marvin, and H Bulkeley (Routledge, Abingdon, Oxon ; New York, NY : Routledge, 2018.), pp 13–36,  
<https://www.taylorfrancis.com/books/9781351675154/chapters/10.4324/978135164779-2>
- MELCC, 2018, “Fiches régionales de sensibilisation”, Gouvernement du Québec,  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/autorisations/autorisation-ministerielle/changements/fiche-regionale-sensibilisation-changements-climatiques.pdf>
- MELCC, 202, GES 1990-2019 : Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2019 et leur évolution depuis 1990. Ministère de l’environnement et de la lutte aux changements climatiques, Gouvernement du Québec,  
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2019/inventaire1990-2019.pdf>
- Nicholls W, 2008, “The Urban Question Revisited: The Importance of Cities for Social Movements” *International Journal of Urban and Regional Research* **32**(4) 841–859
- Parlette V, Cowen D, 2011, “Dead Malls: Suburban Activism, Local Spaces, Global Logistics” *International Journal of Urban and Regional Research* **35**(4) 794–811
- Phelps N A, Vento A T, Roitman S, 2015, “The suburban question: grassroots politics and place making in Spanish suburbs” *Environment and Planning C: Government and Policy* **33**(3) 512–532
- Ranganathan M, Bratman E, 2021, “From Urban Resilience to Abolitionist Climate Justice in Washington, DC” *Antipode* **53**(1) 115–137

- Recyc-Québec, 2014, “Soutien à des projets novateurs dans le secteur de la construction, rénovation et démolition et des ICI” *RECYC-QUÉBEC*, <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/communiqués-de-presse/2018-annonce-financement-synergie-economique-laurentides/>
- Recyc-Québec, 2022a, “Appel de propositions pour soutenir des projets visant la réduction, la récupération et le recyclage des matières organiques du secteur des ICI” *RECYC-QUÉBEC*, <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/appels-propositions/appel-propositions-mo-ici/>
- Recyc-Québec, 2022b, “Programme d’aide financière visant l’optimisation du réseau d’écocentres québécois” *RECYC-QUÉBEC*, <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/aide-financiere-entreprises-organismes/programme-ecocentres/>
- Recyc-Québec, 2022c, “Programme d’appui à la recherche et au développement de produits issus du réemploi et du recyclage des pneus hors d’usage” *RECYC-QUÉBEC*, <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/aide-financiere-entreprises-organismes/programme-recherche-developpement-pneus/>
- Recyc-Québec, “Appel de propositions pour la transition vers l’économie circulaire” *RECYC-QUÉBEC*, <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/appel-propositions-economie-circulaire/>
- Rome A, 2001 *The Bulldozer in the Countryside. Suburban Sprawl and the Rise of American Environmentalism* (Cambridge University Press)
- Seddon N, Chausson A, Berry P, Girardin C A J, Smith A, Turner B, 2020, “Understanding the value and limits of nature-based solutions to climate change and other global challenges” *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* **375**(1794) 20190120
- Sénécal G, Gaudreau M, Des Roches S, 2005, “Les mécanismes de production de la forme urbaine et la conservation des espaces agricoles et naturels dans la région de Montréal : le cas de Laval” *Cahiers de géographie du Québec* **38**(105) 301–326
- Taylor L E, Hurley P T eds, 2016 *A Comparative Political Ecology of Exurbia* (Springer International Publishing, Cham), <http://link.springer.com/10.1007/978-3-319-29462-9>
- Teicher H M, Phillips C A, Todd D, 2021, “Climate solutions to meet the suburban surge: leveraging COVID-19 recovery to enhance suburban climate governance” *Climate Policy* **0**(0) 1–10
- TIESS, 2021, “Des outils pour transformer les pratiques” *Territoires innovants en Économie sociale et solidaire liaison et transfert*, <https://tiess.ca/publications/>
- Tozer L, Horschelmann K, Anguelovski I, Bulkeley H, Lazova Y, 2020, “Whose city? Whose nature? Towards inclusive nature-based solution governance” *Cities* **107** 102892
- Tozer et al., 2022. Pathways to living cities. A framework to help practitioners advance equitable, abundant, and thriving green infrastructure in cities across Canada. Edited by Green Communities Canada and University of Toronto. <https://greencommunitiescanada.org/wp-content/uploads/2022/11/Living-Cities-Framework-Final.pdf>

Van Neste S L, Royer J-P, 2022a, "Contested densification: Sustainability, place and expectations at the urban fringe" *Frontiers in Sustainable Cities* **4**,  
<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/frsc.2022.975130>

Ville de Laval, 2020, "Plus de 34 000 arbres et 16 000 arbustes plantés en 2020 sur le territoire" *Laval*, <https://www.laval.ca/Pages/Fr/Nouvelles/plantation-arbres-arbustes-automne-2020.aspx>

Williams K, Joynt J, Hopkins D, 2010, "Adapting to Climate Change in the Compact City: The Suburban Challenge" *Built Environment* **36** 105–115

### Tableau des sources géomatiques

Nom	Description	Type	Projection	Source
00	Hydrographie. Région hydrographique du Québec 00.	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Réseau Hydrographique. 6 octobre 2021.
02	Hydrographie. Région hydrographique du Québec 02.	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Réseau Hydrographique. 6 octobre 2021.
03	Hydrographie. Région hydrographique du Québec 03.	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Réseau Hydrographique. 1er juillet 2022.
04	Hydrographie. Région hydrographique du Québec 04.	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Réseau Hydrographique. 6 octobre 2021.
05	Hydrographie. Région hydrographique du Québec 05.	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Réseau Hydrographique. 6 octobre 2021.
munic_s	Limites des municipalités du Québec	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Découpages administratifs. 28 juin 2022
comet_s	Limites des communautés métropolitaines du Qc	Surface	NAD 1983 MTM 8	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec. Découpages administratifs. 28 juin 2022